OÙ EN SOMMES-NOUS?

et autres textes

Miguel Amorós

Titres originaux

¿Donde Estamos? Algunas consideraciones sobre el tema de la técnica y las maneras de combatir su dominio,
Taller de Investigaciones Subversivas UHP [¡Uníos Hermanxs Psiquiatrizadxs en guerre contra la mercancía!], 2003.

Las Armas de la critica,
Muturreko burutazioak, printemps 2004.

Golpes y contragolpes, la acción subversiva en la más hostil de las condiciones,
Pepitas de calabaza ed. & Oxígeno dis., 2005.

Historia de diez años. Esbozo para un cuadro histórico de los progresos de la alienación social [1968-1981],
Editorial Klinamen, juin 2005.

Mai 2008

Postbus 30
9000 Gent 1
Belgique

typemachine@no-log.org

EN GUISE D'INTRODUCTION

Les articles et comptes rendus de causeries qui composent ce recueil ont été écrits par Miguel Amorós comme autant d'apports aux débats en cours en Espagne.

Nous avons décidé de les traduire pour l'éclairage qu'ils portent sur l'histoire contemporaine espagnole, pour la réflexion menée autour de la technologie et des rapports sociaux et le lien fait entre les luttes contre les nuisances et l'histoire de la lutte des classes. Nous avons aussi apprécié la critique portée sur les différentes formes que peut prendre l'aliénation moderne y compris la fausse contestation (réformisme, luttes parcellaires, pièges des conflits régulateurs du capitalisme, etc.).

En revanche, nous avons fait le choix d'écarter d'autres textes parce qu'ils contenaient un certain nombre de points avec lesquels nous étions en désaccord. Les discussions qu'a suscitées l'élaboration de cette brochure nous ont incité à rédiger la présente introduction pour y poser quelques pistes de réflexions.

Il nous semble tout d'abord nécessaire de lever quelques ambiguïtés quand à la nature et la fonction de l'Etat. Chez Amorós, comme chez bien d'autres, il n'est en effet guère traité pour ce qu'il est fondamentalement. Loin de se résumer à ce qu'il convient d'appeler l'appareil d'Etat, l'Etat moderne englobe l'ensemble des rapports sociaux, réduisant tout individu à son rôle de membre d'une communauté organique qui le transcende. L'Etat se pose à la fois comme l'incarnation et le garant de l'intérêt général, voire universel, face à une supposée somme d'intérêts particuliers qui "par nature" seraient antagoniques. Dès lors, adoptant une fausse position d'arbitre, non seulement il sert les intérêts de la classe dominante, protège et justifie les rapports sociaux existants, mais il pénètre aussi toutes les consciences. Les "citoyens" se voient

sommés ou contraints de "se rendre utiles" et de se dépouiller de leurs attributs et désirs "égoïstes". Les relations sont médiées par la collectivité, les rapports directs étant considérés comme potentiellement dangereux. Cette intégration de la pensée, de l'idéologie de l'Etat – dont une des manifestation est la participation citoyenne – va ainsi bien au delà du simple nombre de fonctionnaires! Il parait donc bien hasardeux d'évoquer la "disparition" de l'Etat, comme cela arrive fréquemment aujourd'hui. En outre, si certaines formes (Etat-Nation ou Etat-Providence par exemple) tendent effectivement à s'effacer derrière d'autres, comme des instances supranationales – bien que ce processus ne se déroule pas de manière univoque et linéaire – nous n'y voyons pas une perte d'Etat mais des transferts de pouvoir, le renforcement de certaines de ses fonctions, de certains de ses aspects selon les conditions et les nécessités. Au même titre nous refusons de nous perdre en conjectures sur la disparition de l'Etat social au profit de l'Etat pénal, non par dénégation des évolutions, mais parce que reprendre à notre compte cette fausse opposition revient selon nous à séparer ce qui va de pair et à ignorer le pouvoir et le rôle de coercition intrinsèques à l'Etat.

Enfin, le prétendu effacement de l'Etat est souvent avancé pour parler d'un développement autonome du Capitalisme. Or, si ce dernier s'étend effectivement désormais à l'ensemble de la planète et des rapports qu'il tend à uniformiser, il n'est cependant toujours pas détaché de l'Etat (y compris dans ses structures traditionnelles) sur lequel il continue de s'appuyer.

Il est un autre point que nous souhaiterions approfondir à propos de certains textes d'Amorós, et surtout plus largement en regard de nombreuses analyses dites anti-industrielles, c'est celui du rôle et de la place de la technologie.

Amorós, en décrivant à juste titre le système technocratique comme l'imbrication étroite des intérêts convergents économiques, politiques et technologiques, place ce dernier aspect comme un élément

en plus dans une continuité. Et il est indéniable que l'émergence et les avancées technologiques ont amplement participé à la réification du monde comme au bouleversement des rapports sociaux et au double mouvement d'atomisation et de massification.

Nous avons pourtant trouvé qu'il n'échappe pas totalement à une tendance qui fait de la technologie le point central de sa critique, lui conférant un poids démesuré et parfois même une autonomie. Cela revient précisément à la détacher des rapports sociaux qui continuent de la produire en même temps qu'elle les produit. Et cette séparation conduit souvent à donner une vision monolithique des processus en cours.

Or, la technologie n'est pas l'unique moteur de ce monde. Le capitalisme ne se réduit pas à des flux financiers virtuels. Nous ne vivons pas le seul règne des gestionnaires et des experts qui, malgré la prégnance de leur parole, dans la droite ligne de l'idéologie du progrès, restent des relais d'intérêts qui bien souvent les dépassent. Les nouvelles technologies – outre les profits qu'elles représentent – sont aujourd'hui un instrument de domestication supplémentaire dont se dotent les possédants et l'Etat. Ces moyens sophistiqués viennent s'ajouter aux autres formes de contrôle social, policières et militaires, citoyennes et communautaires qui, quoique parfois contradictoires, ont toujours été complémentaires. Il nous semble qu'une opposition qui se cantonne à la diabolisation de la technologie se condamne à rester sur des bases parcellaires qui ne remettent guère en cause l'ordre existant. La dépossession de plus en plus manifeste de tous les aspects de notre vie par le capitalisme technologisé vient s'ajouter aux formes d'exploitation et d'aliénation antérieures (esclavage, rapports salariés préindustriels, religion, esprit grégaire, etc.) qui perdurent. L'oublier risquerait de nous faire tomber dans l'exaltation nostalgique de valeurs anciennes et de communautés perdues et nous nous retrouverions bien désarmés face au présent.

Enfin, souligner l'ampleur du désastre engendré par le rouleau destructeur du capitalisme ne saurait conduire à sombrer dans l'idéologie de la peur promue par les pouvoirs en place, ni dans le fatalisme qui paralyse. En effet ces deux réactions reviennent soit à masquer les causes réelles de la situation, soit à nier les possibilités de révolte pour se placer dans une perspective de survie, et à renvoyer de fait la transformation révolutionnaire de ce monde à un hypothétique « après-catastrophe ». Une fois encore, c'est la passivité face à l'ordre existant qui en sort renforcée. C'est pourquoi ce fut pour nous une réelle déconvenue de lire en conclusion du bilan que tire Amorós de l'Encyclopédie des Nuisances (dont il fit partie)[1] des objectifs de retrait tels que la sécession du monde de la marchandise, comme si c'était possible, ou le maintien de la théorie en attendant des temps meilleurs. Nous pensons au contraire que, face à ces effroyables avancées, si l'inquiétude est justifiée, c'est la colère qui est de mise et que son expression en actes reste possible et nécessaire.

Il y a un dernier point sur lequel nous aimerions nous attarder : la notion de démocratie. Si Amorós en critique les avatars institutionnels – démocratie bourgeoise, parlementarisme, syndicalisme –, il la réhabilite sous la forme de démocratie directe sans remettre en cause les principes sur lesquels elle se fonde : la représentation des individus et la souveraineté collective. Or, comme pour l'Etat, il nous semble essentiel d'attaquer la fiction démocratique pour ce qu'elle prétend être : l'incarnation d'un intérêt général supérieur auquel les individus sont supposés s'identifier et sommés de se soumettre. Au nom de la « volonté de tous » elle prétend régler les conflits à coups de majorités, de droits et de devoirs; au nom de la liberté pour tous, c'est la liberté de chacun qui se voit amputée ; au nom de la souveraineté collective, c'est le principe d'autorité sur chacun des membres qui est érigé. Mettre en

[1] Postface à l'édition espagnole de l' « Histoire des dix ans » p. 65

évidence ce paradoxe nous conduit à porter la critique également sur les formes de démocratie directe, comme l'assemblée, particulièrement exaltées en des temps où l'horizontalité de la forme prend le pas sur le contenu. Il ne s'agit pas pour nous de dénier tout intérêt aux assemblées qui peuvent évidemment être des espaces de discussion et de coordination, mais de poser leurs limites dès lors qu'elles deviennent une instance décisionnelle et à valeur d'autorité et d'imaginer d'autres possibles de libre association qui dépassent la fausse dichotomie entre intérêt individuel et collectif. Or nous nous sommes heurtés dans différents textes d'Amorós à une idéalisation de l'assemblée présentée comme la forme d'auto-organisation par excellence, alors même qu'elle peut aussi se transformer en frein à toute initiative individuelle. Ainsi, dans le texte sur l'autonomie ouvrière des années 70[2], l'auteur présente ce qui échappait au « contrôle des assemblées » comme généralement nuisible à l'autonomie de la lutte. L'expérience a pourtant prouvé depuis belle lurette que les pires ennemis de l'autonomie peuvent à leur tour arguer de la « souveraineté » de l'assemblée pour isoler les actes des « minorités » les plus décidées et les soumettre à l'apathie des secteurs les plus modérés. Et s'il réhabilite aujourd'hui partiellement l'action individuelle ou en petits groupes, pratiques qu'il traite en d'autres temps d'aventuristes, c'est pour dégager des perspectives de luttes dans un contexte qu'il décrit comme catastrophique, en partant de l'impossibilité d'une action collective ou de classe.

Forcés de constater la décomposition des communautés de classe, nous voyons néanmoins que l'exploitation perdure voire s'intensifie, que malgré l'obtention – par la coercition et l'intégration – d'un certain consensus social les contradictions demeurent et se manifestent dans la guerre sociale en cours. Les prolétaires révoltés existent encore bel et bien. Toutefois, pour notre part, nous ne raisonnons pas en

[2] Que fut l'autonomie ouvrière ? p. 72

terme de « sujets historiques » et nous n'admettons la soumission des individus ni aux masses aliénées d'aujourd'hui ni à la classe consciente d'hier. En effet, si les antagonismes sont de classe, la révolte est elle individuelle et c'est à travers les complicités qui se tissent qu'elle devient collective.

Si le fonctionnement de l'Etat et du Capitalisme s'est complexifié au point que bien souvent il nous dépasse littéralement, il ne s'agit pas pour autant de monstres désincarnés, lointains et inaccessibles. L'imbrication même des différentes formes d'exploitation et de domination, plus que nous pousser à l'impuissance ou à la résignation, pose avant tout la nécessité de relier dans la critique les différents aspects du système, pour mieux l'attaquer dans son ensemble et dans ses fondements, dans la perspective qui nous intéresse : celle de la liberté et de la révolution sociale.

Mai 2008

OÙ EN SOMMES-NOUS ?

Quelques considérations sur le thème de la technique et la manière de combattre sa domination.

« Que cherchons-nous à accomplir ? Changer l'organisation sociale sur laquelle repose la prodigieuse structure de la civilisation, qui s'est construite au cours de siècles, au sein de systèmes vieillissants ou moribonds, conflits dont l'issue fut la victoire de la civilisation moderne sur les conditions naturelles de vie. »

William Morris, *Où en sommes-nous ?*, 1890.

Quand Walter Benjamin, dans son article intitulé *Théorie du fascisme allemand*, rappelle la phrase apparemment intempestive de Léon Daudet, « l'automobile, c'est la guerre », il illustre le fait que les instruments techniques, quand ils ne rencontrent pas dans la vie des gens un vide qui légitime leur nécessité, forcent cette nécessité en dévastant cette même vie. Si la réalité sociale n'est pas mûre pour les avancées techniques qui frappent à sa porte, tant pis pour elle, car elles la dévasteront. Il en résulte que la société entière se trouve transformée par la technique comme suite à une guerre. En réalité, rien qu'en considérant l'immense quantité de déplacements de la population, l'énormité des données emmagasinées et traitées par les technologies modernes de l'information et le nombre élevé de pertes, par accidents, suicides ou pathologies contemporaines, on a l'impression qu'une guerre, totalement froide, a lieu chaque jour sur la scène de l'économie, de la politique, ou de la vie quotidienne. Une guerre dans laquelle on cherche toujours à vaincre par supériorité technique en automobiles, en ordinateurs, en biotechnologies… De par la nature même de la société capitaliste, les moyens techniques de plus en plus

puissants ne contribuent nullement à la cohésion sociale et à l'épanouissement personnel, puisque la technique ne sert qu'à armer le parti des gagnants. Pour Benjamin donc, et pour nous, « toute guerre à venir sera en même temps une révolte des esclaves de la technique. »

Les progrès techniques sont tout sauf neutres ; dans tout développement des forces productives dû à l'innovation technique, il y a des gagnants et des perdants. La technique est instrument et arme parce qu'elle favorise ceux qui savent le mieux s'en servir et la servir. Un esprit critique héritier de Defoe et de Swift, Samuel Butler, dénonçait ce fait dans une utopie satirique : « [...] en cela consiste l'astuce des machines : elles servent à pouvoir dominer [...] ; aujourd'hui même les machines ne servent qu'à condition qu'on les serve, et en imposant elles-mêmes leurs conditions. [...] N'est-il pas manifeste que les machines sont en train de gagner du terrain quand nous considérons le nombre croissant de ceux qui y sont assujettis comme esclaves et de ceux qui se consacrent de tout cœur au progrès du règne mécanique ? » (*Erewhon, ou au-delà des montagnes*). La bourgeoisie a utilisé les machines et l'organisation « scientifique » du travail contre le prolétariat. Les contradictions d'un système basé sur l'exploitation du travail, qui d'une part expulsait les travailleurs du processus productif et d'autre part éloignait de la direction du-dit processus les propriétaires des moyens de production, furent dépassées par la transformation des classes sur lesquelles il s'établissait, la bourgeoisie et le prolétariat. La technique a rendu possible un nouveau cadre historique, de nouvelles conditions sociales — celles d'un capitalisme sans bourgeoisie ni classe ouvrière — qui se présentent comme conditions d'une organisation sociale techniquement nécessaire. Comme l'a dit Lewis Mumford, « Rien de ce qui est produit par la technique n'est aussi définitif que les nécessités et les intérêts mêmes qu'elle a créés. » (*Technique et Civilisation*). La société, une fois qu'elle a accepté la dynamique technologique se retrouve prisonnière de celle-ci. La technique s'est approprié

le monde et l'a mis à son service. En elle se révèlent les nouveaux intérêts dominants.

Quand « la domination sur la nature est restée liée à la domination sur l'homme » (Herbert Marcuse, *L'homme unidimensionnel*), le discours de la domination n'est plus politique, il est le discours de la technique. Il cherche à se légitimer par l'augmentation des forces productives, que comporte le progrès technologique une fois mise à son service la connaissance scientifique. Le progrès scientifico-technique fournit aux individus une vie supposée tranquille et confortable et comme telle nécessaire et désirable. La technique, qui s'est à présent transformée en idéologie de la domination, fournit une explication suffisante à la non liberté et à l'incapacité des individus à décider de leur vie : l'absence de liberté qu'implique la soumission aux impératifs techniques est le prix nécessaire de la productivité et du confort, de la santé et de l'emploi. L'idée du progrès était le noyau de la pensée dominante dans la période d'ascension et de développement de la bourgeoisie, progrès qui perdit vite son vieux contenu moral et humanitaire et fut identifié à la marche écrasante de l'économie et au développement technique qui le rendait possible. Effectivement, les inventions techniques et les découvertes scientifiques au XIX^{e} siècle furent si nombreuses et provoquèrent tant de changements économiques qu'elles générèrent dans les pays industrialisés, et pas seulement au sein de leur classe dirigeante, une religion de l'économie, une croyance en elle comme la panacée universelle. Le progrès de la culture, de l'éducation, de la raison, de la personne, etc. dériverait nécessairement du progrès économique. Il suffirait d'un fonctionnement correct de l'économie pour que la question sociale cesse de produire des désagréments. Le même processus se répétera plus tard avec la technique, face à l'échec définitif des solutions économiques. Car revenue à la société civile après deux grandes guerres, la pensée militaire s'impose, une pensée éminemment technique et on croira résoudre les propres problèmes économiques avec

les méthodes et progrès de la technique. L'économie passa au second plan et la technique s'émancipa. L'économie elle-même n'est déjà plus qu'une technique.

« L'émergence de la technologie occidentale comme force historique et l'émergence de la religion de la technologie sont deux aspects du même phénomène » (David F. Noble, *The Religion of Technology*). D'après cet auteur, l'aveuglement face au pouvoir de la technique s'enracine dans le vieil imaginaire religieux qui survit dans l'inconscient collectif des hommes : la Création, le Paradis, la virtuosité divine, la perfection infinie, etc. Ce qui veut dire que la technique possède un important contenu idéologique depuis les débuts, qu'elle est arrivée à être dominante à l'époque des totalitarismes, à l'époque de la dissolution des individus et des classes en masses. Dès lors, elle redéfinit en fonction d'elle-même les vieux concepts de « nature », « mémoire », « liberté », « culture », « faits », etc. bref, elle réinvente la façon de penser et de parler. La technique quantifie la réalité et, la baptisant avec son jargon spécialisé, impose une vision instrumentale des choses et des personnes. Neil Postman rappelle dans *Technopolis* l'adage selon lequel « tout paraît être un clou à l'homme qui possède un marteau. » Le monde parle le language des « experts ». Un divulgateur des merveilles de la science moderne comme Jules Verne décrit dans une de ses premières nouvelles d'anticipation ce produit naturel de l'ère technologique un peu sommairement, mais n'oublions pas qu'il le fait en 1876 : « Cet homme, élevé dans la mécanique, expliquait la vie par les engrenages ou les transmissions ; il se mouvait régulièrement avec le moins de frottement possible, comme un piston dans un cylindre parfaitement alésé ; il transmettait son mouvement uniforme à sa femme, à son fils, à ses employés, à ses domestiques, véritables machines-outils, dont lui, grand moteur, tirait le meilleur profit du monde. » (*Paris au XX^e siècle*). Pour la première fois dans l'histoire, la technique représente l'esprit de l'époque, c'est-à-dire qu'elle correspond au vide spirituel

de l'époque. Les relations entre les personnes peuvent être considérées comme des relations entre machines. Toute une gamme de sciences est née avec ces énoncés : cybernétique, théorie générale des systèmes, etc. Les problèmes réels se transforment alors en questions techniques susceptibles de rencontrer des solutions techniques qui seront apportées par des experts — disons ici des « professionnels » — et adoptées par les dirigeants, « techniciens » de la prise de décision. La domination ne disparaît évidemment pas : grâce à la technique elle a adopté les apparences d'une rationalisation et s'est convertie aussi en technique.

La technique a vidé l'époque de son contenu : tout ce qui n'est pas directement quantifiable, et donc mesurable, manipulable, automatisable, n'existe pas pour la technique. Le pouvoir de la technique ne comporte pas seulement l'atomisation et l'amputation des individus, mais aussi la mort de l'art et de la culture en général ; le néant spirituel est le mal du siècle. La philosophie existentielle, l'avant-garde artistique, la prolifération de sectes et de masses hostiles au goût et à la culture sont des phénomènes qui illustrent la sensation vécue du processus d'annihilation de l'individualité, de suppression de l'humain, dans lequel l'action, inconsciente et absurde, est pur mouvement. Cette fatalité historique s'institue dès le début de l'ère technologique, et Meyrink nous la décrit dans son récit *Les Quatre Frères de la lune* : « En conséquence, les machines sont devenues les corps visibles de Titans enfantés par le cerveau des héros dégénérés. Et comme « concevoir » et « créer » ne signifient rien d'autre que faire prendre à son âme la forme de ce qu'on « voit » et « crée » afin de ne plus faire qu'un avec, on voit désormais les hommes engagés sans recours dans une voie qui, petit à petit, les transformera eux-mêmes en machines, jusqu'au jour où, mis à nu, ils seront pareils à des mécanismes d'horlogerie animés d'une agitation grinçante et incessante. Ils auront trouvé ce qu'ils cherchent depuis toujours : le désolant mouvement perpétuel. » La technique s'oppose aux individus comme quelque-chose d'extérieur qui peu à peu va les déposséder

de la maîtrise de leur vie et déterminer leurs actions. Dans un monde technique, la machine est plus réelle que l'individu, qui n'est qu'une prothèse de celle-ci. La foi en la technique que l'on pouvait encore considérer comme bourgeoise, se voit alors accompagnée d'un nihilisme de plus en plus conformiste et apologétique, surtout dans la phase post-bourgeoise de l'ère technologique, fruit du désenchantement du monde et de la destruction de l'individu. La pensée technocratique est complétée par une idéologie du néant, une véritable syphilis qui proclame la suprématie du modèle et la fascination de l'objet, qui parle d'indépendance de la pensée par rapport à l'action, de l'effondrement de l'histoire et du sujet, de machines désirantes et du degré zéro de l'écriture, de la déconstruction du langage et de la réalité, etc. Depuis l'existentialisme et le structuralisme jusqu'au postmodernisme, les penseurs du néant constatent une série de démolitions de tout ce qui est humain et s'en félicitent ; ils ne prétendent pas contredire la religion de la technique, mais lui ouvrir la route. Ils ne sont pas originaux et même pas penseurs : ils plagient les apports critiques de la sociologie moderne ou de la psychanalyse et fabriquent un verbiage inintelligible avec des emprunts énigmatiques au langage scientifique, bien évidemment. Dans l'objectivation complète de l'action sociale qu'effectue la technique, ils applaudissent l'abolition de l'individu social en tant que sujet historique. Le système, l'organisation, la technique ont chassé l'homme de la vie et ces idéologues annoncent avec joie, comme une grande révélation, l'avènement de l'homme anéanti, de l'être vide et superficiel dont l'existence frivole et mécanique est considérée comme l'expression même de la créativité et de la liberté.

L'autorité, le *pouvoir*, dans la politique et dans la rue, dans la paix et dans la guerre, appartient à celui qui est le mieux équipé technologiquement. À la bourgeoisie s'est substituée une classe technocratique non issue d'une révolution anti-bourgeoise, mais de la croissante complexité sociale forcée par la lutte des classes et l'intervention étatique.

En route vers une nouvelle société basée sur une haute productivité alimentée par l'automation et sur l'économie de services, la bourgeoisie s'est métamorphosée en une nouvelle classe dominante. Celle-ci ne se définit pas seulement par la propriété privée ou l'argent, mais par la compétence et la capacité de gestion ; la propriété et l'argent sont nécessaires mais non déterminants. La force de la classe dominante ne provient pas exclusivement de l'économie, ni de la politique, ni même de la technique, mais de la fusion des trois en un complexe technologique du pouvoir que Mumford a appelé « mégamachine ». Si la technique, en se transformant en principale force productive, a facilité le triomphe de l'économie, maintenant l'économie, en créant le marché mondial, lui ouvre la voie en imposant la dynamique expansive de la production de masse au monde entier. À sa façon, elle a ridiculisé la fonction de l'État en estompant son histoire et son rôle après que l'économie l'ait converti en grand patron, et la technique en machinerie de gouvernement et de contrôle des masses. Depuis la fin du XIX^{e} siècle, la pérennité du système capitaliste fut obtenue grâce à l'intervention de l'État qui déploya une politique économique et sociale correctrice. L'État cessa d'être une superstructure autonome pour fusionner avec l'économie et se présenter comme un espace neutre où pouvait se résoudre l'affrontement entre classes. L'État en venait à être le garant des avancées sociales, de la sécurité et des opportunités. L'État « providence » fut une invention qui assurait à la fois la revalorisation du capital et l'assentiment des masses. En son sein, la politique se transformait peu à peu en administration, se professionnalisait, s'orientait vers la résolution de questions techniques. Bien que le régime politique fut une démocratie formelle, la politique ne pouvait être l'objet de discussion publique : en tant qu'exposition et résolution des problèmes techniques, elle requérait d'une part le savoir spécialisé — c'était une technopolitique — aux mains d'une bureaucratie professionnelle, et d'autre part un éloignement — une dépolitisation — des masses. Cette

dépolitisation fut obtenue grâce au progrès technique. Il avait la propriété d'isoler l'individu dans la société en l'entourant d'engins domestiques et en le noyant dans la vie privée. D'autre part, chaque étape de ce progrès annule la précédente, développant un dynamisme compulsif dans lequel la nouveauté est acceptée simplement parce que nouvelle et le passé se trouve relégué à l'archéologie. Ainsi il crée un présent perpétuel dans lequel rien ne se passe jamais puisque rien n'a d'importance et où les hommes sont indifférents. Fin de l'histoire ? Dans une des meilleures satires écrites contre l'exploitation de l'homme grâce à la science et la technique, Karl Capec ironise sur cette banalisation des faits : dans une société qui a tant de possibilités techniques « les événements historiques ne pouvaient se mesurer par siècles ni par décades comme cela s'était fait jusqu'à présent dans l'histoire du monde, mais par trimestres [...] On pourrait dire que l'histoire se produisait en gros et que, pour cette raison, le temps historique se multipliait rapidement (selon certains calculs, cinq fois plus). » (*La Guerre des Salamandres*).

Grâce à l'État qui donna de l'élan à la recherche à grande échelle d'abord dans le domaine des armes de guerre, puis dans la production industrielle des biens, le progrès scientifique et technique fit un bond en avant, faisant de la techno-science la principale force productive. L'évolution du système social, et par conséquent celle de l'Économie et de l'État, était dès lors déterminée par le progrès technique. Cela n'impliquait pas seulement la décadence du monde du travail et l'obsolescence de la classe ouvrière qui cessait d'être la principale force productive, mais il signifiait aussi la fin de l'État protecteur. Dans les sociétés technicisées, le contrôle des individus s'effectue mieux par des stimuli extérieurs que par le recours à des règles qui fixent leurs conduites et les enrégimentent. Ce qui domine parmi les individus n'est pas le caractère autoritaire — et son complément, le caractère soumis — mais la personnalité déstructurée et narcissique. La fin de l'État était avant tout la fin du caractère « social » de l'État. Il doit maintenant se limiter à être

une organisation — et plus elle sera complexe, plus elle sera technique, et plus elle sera technique, moins elle aura besoin de personnel — de services publics bon marché, un réseau de bureaux efficacement connectés, policiers, administratifs, juridiques ou d'assistance. Les conditions sociales qu'impose la technique autonomisée ne sont pas du tout propices à une centralisation politique, elles ne favorisent ni l'étatisme ni le développement d'une bureaucratie disciplinée, plus conformes à l'État-Providence ou à un mode de production collectiviste autoritaire, ou à un État totalitaire, correspondants à une phase sociale antérieure de la technique, qu'au despotisme technologique contemporain. Tous les secteurs de la bureaucratie étatique ou para-étatique sont recyclés, c'est-à-dire réorganisés selon de stricts critères de rendement qui priment sur les intérêts de groupe. Comme le dit un vieux proverbe bancaire, tout est question de chiffres. Il convient de rappeler que ceux qui commandent ne sont pas les propriétaires des moyens de production — les entrepreneurs, la vieille bourgeoisie — ou les administrateurs de l'État — la bureaucratie — mais les élites liées à la haute technologie et à « l'ingénierie financière ». Ces élites sont apatrides et se servent des États comme elles se servent des moyens de production et des finances, combattant tout développement autonome de ceux-ci en exigeant avant tout de l'efficacité. Il ne faut pas oublier non plus que tout processus technique — productif, financier, politique — tend à éliminer les personnes et à s'automatiser. Les masses ne sont nécessaires que dans la mesure où il n'existe pas de machines pour s'y substituer. L'État totalitaire était une technique de gouvernement où tous les mouvements des masses étaient simplifiés et réduits à des actions prévisibles, comme dans un mécanisme. Pour lui, penser était une attitude subversive et l'obéissance la plus grande des vertus publiques. Pour cela, un énorme appareil policier était nécessaire. Mais la même logique de la technique engendre l'automatisme des conduites, avec toujours moins de nécessité de contrôle, et par conséquent, sans besoin de leaders ni de grandes

bureaucraties. Ni non plus de grands appareils policiers ; mieux valent les vidéo-surveillances, les unités d'intervention rapide et les services de protection privés. L'individu n'existe pas, la classe ouvrière non plus, l'État peut se réduire à un écran, c'est-à-dire se virtualiser. C'est le moment historique où nous nous trouvons.

La mécanisation du monde est la tendance dominante d'un processus achevé dans ses grandes lignes. Mais des contradictions voient le jour entre les secteurs plus ou moins avancés, entre les traditions bourgeoises et étatistes et les élans démesurés vers la technification ; tout comme entre les classes en voie de dissolution qui ne sont plus que des groupes particuliers avec des intérêts privées et la nouvelle classe émergente, unifiée et stable, extrêmement hiérarchisée dans laquelle la position de pouvoir dépend de l'élément technique. La technique est un facteur stratégique décisif qui se garde comme un secret : c'est le secret de la domination. Ce qui ne veut pas dire que les techniciens, par le simple fait de l'être, jouissent d'une situation privilégiée. Évidement, l'offre d'emploi pour les professionels et les techniciens est la seule à avoir augmenté, quoiqu'une nouvelle classe de « managers », de directeurs, disposée à s'emparer du pouvoir, ne soit nullement apparue. La seule chose qui a changé, c'est la composition du monde salarié. Les experts ne commandent pas, ils ne font que servir. Les cadres, l'intelligentsia technique, n'est que le mirage d'une classe provoqué par les changements intervenus dans les premiers moments de l'apparition de la haute technologie, de la technoscience, quand réellement ces salariés jouèrent un rôle : celui de faciliter son institutionnalisation. Avec la spécialisation et la fragmentation croissante de la connaissance et le développement du système éducatif dans la direction la plus favorable à la tendance dominante et son extension à toute la population, chacun est préparé à obéir aux machines. Techniciens, nous le sommes tous. La formation technique n'est pas un filon : c'est la caractéristique la plus commune de tous les mortels. C'est la marque de leur dépossession.

La transformation du prolétariat en une grande masse de salariés sans aucun lien ni solidarité de classe n'a pas éliminé les luttes sociales, mais bien la lutte des classes. Quand on porte atteinte à divers intérêts, des conflits surgissent qui peuvent être d'une grande intensité et d'une grande violence mais qui ne touchent pas à l'essentiel — la technique et l'organisation sociale basée sur celle-ci — et par conséquent ne menacent pas le système. On ne peut pas interpréter les luttes des fonctionnaires, des exclus, des employés, des petits agriculteurs, des cadres, etc. en termes de lutte de classes. Ce sont des réponses au capital qui, dans son processus de valorisation, nuit aux intérêts sectoriels propres à des groupes sociaux bien déterminés qui n'incarnent ni ne peuvent incarner l'intérêt général, c'est pourquoi ils ne mettent pas en péril le système de domination. Le moment clé de la lutte est toujours la négociation, et celle-ci est faite par des spécialistes. Aucun groupe opprimé spécifique ne peut, par sa situation objective, devenir l'embryon d'une classe sociale, un sujet historique dont les luttes portent en elles les espérances émancipatrices de la majorité de la population. Toutes les luttes se déroulent maintenant à la périphérie du système. Celui-ci n'a besoin de personne, ne dépend d'aucun groupe social en particulier. Le système fonctionnerait de la même manière si un groupe social s'en séparait. Ainsi sa lutte ne serait que marginale et testimoniale. Il lui manque les perspectives révolutionnaires de la vieille lutte des classes maintenant disparue. Les groupes sociaux opprimés n'affrontent plus la domination dans un rapport de classe contre classe. D'autre part, aucun groupe social n'aspire à la liquidation du système, parce qu'aucun groupe, malgré l'accumulation des effets nocifs, n'a contesté la suprématie de la technique qui fournit à la domination sa cohésion et sa solidité. Le consensus vis à vis de la technique — tout le monde croit qu'on ne peut vivre sans elle — justifie le pouvoir de l'oligarchie technocratique et dilue les nécessités d'émancipation de la société.

Toute révolte contre la domination ne représentera l'intérêt général que si elle se transforme en rébellion contre ses bases techniques, en une *révolte luddite*. La différence entre les ouvriers luddites et les esclaves modernes de la technique réside dans le fait que ceux-là avaient un mode de vie à sauver, menacé par les usines, et qu'ils constituaient une communauté qui savait se défendre et se protéger. Pour cette raison il fut difficile d'en venir à bout. La répression donna naissance à la police anglaise moderne, permit le développement du système manufacturier et du syndicalisme britannique, toléré et encouragé à cause du luddisme. La marche du prolétariat commence par ce renoncement important. Qui plus est, les premiers journaux ouvriers — cf. *L'Artisan*, de 1830 — feront l'éloge des machines en alléguant qu'elles allègent le travail et que la solution n'est pas de les supprimer, mais d'en exploiter les possibilités. Contrairement à ce qu'affirmaient Marx et Engels, le mouvement ouvrier s'est condamné à l'immaturité politique et sociale quand il a renoncé au *socialisme utopique* et a choisi la science, le progrès (la science bourgeoise et le progrès bourgeois), au lieu de la communauté et l'épanouissement individuel. Depuis lors, l'idée que l'émancipation sociale n'est pas « progressiste » a circulé plus dans la sociologie et dans la littérature que dans le mouvement ouvrier, à l'exception de quelques anarchistes et d'adeptes de Morris ou de Thoreau. Ainsi, il suffit par exemple d'ouvrir le roman de Thea von Harbou, *Métropolis*, pour lire des harangues comme celles-ci : « Du matin jusqu'au soir, à midi, l'après-midi, la machine rugit en réclamant nourriture, nourriture, nourriture. Vous êtes la nourriture ! Vous êtes la nourriture vivante ! La machine vous dévore et puis, épuisés, elle vous jette ! Pourquoi engraissez-vous la machine de vos corps ? Pourquoi acceptez-vous ses articulations avec votre cerveau ? Pourquoi ne laissez-vous pas mourir de faim les machines, imbéciles ? Pourquoi ne les laissez-vous pas périr, abrutis ? Pourquoi les alimentez-vous ? Plus vous le ferez, plus elles auront faim de votre chair, de

vos os, de votre cerveau. Vous êtes dix mille ! Cent mille ! Pourquoi ne vous lancez-vous pas, cent mille poings assassins contre les machines ? » Évidemment, la destruction des machines est une simplification, une métaphore de la destruction du monde de la technique, de l'ordre technique du monde, et c'est là l'immense tâche historique de l'unique révolution véritable. C'est le retour au début, au savoir-faire des commencements que la technique avait proscrit.

Il ne s'agit pas d'un retour à la Nature, bien que les relations entre les hommes et la Nature devront se modifier radicalement et se baser plus sur la réciprocité que sur l'exploitation, puisqu'en détruisant la Nature, on détruit inévitablement la nature humaine. Il n'est maintenant plus question de la dominer, mais d'être en harmonie avec elle. L'existence des êtres humains ne devra pas se concevoir comme pure activité d'appropriation des forces naturelles, comme un mouvement, comme un travail. Une société non-capitaliste, c'est-à-dire libérée de la technique ne sera pas une société industrielle mais pas non plus une espèce de société paléolithique ; il faudra se contenter de la quantité de technique qu'elle pourra se permettre sans se déséquilibrer. Elle devra éliminer toute la technique qui est source de pouvoir, celle qui détruit les villes, isole l'individu, dépeuple les campagnes, empêche l'apparition des communautés, etc. ; bref, celle qui menace le mode de vie libre. Toutes les civilisations antérieures fondées sur l'agriculture, l'artisanat et le commerce, ont su contrôler et contenir les innovations techniques. La société capitaliste a été une exception historique, une extravagance, une déviance.

Si ceux qui se trouvent engagés dans la lutte contre la technologie regardent autour d'eux, ils constateront que les ravages technologiques éveillent encore une faible opposition, parasitée par l'écologisme politique ou directement récupérée par des gens au service de l'État. D'autre part, aucun mouvement d'une certaine ampleur, partant de conflits précis, n'a essayé de s'organiser clairement contre le monde

de la technique. On redécouvre à peine les grands apports de la sociologie critique américaine, ceux de l'école de Francfort, ou ceux d'Ellul, bien qu'ils aient de nombreuses années d'existence. La tâche d'actualiser cette critique et de la mettre en relation avec celle qui veut transformer radicalement les bases sur lesquelles s'appuie la société moderne n'est encore comprise que par quelques-uns. Le plus grand nombre essaye de combattre le système sur des terrains ayant de moins en moins de poids : celui des revendications ouvrières, du droit des minorités, des centres de jeunes, de l'exclusion sociale, du syndicalisme paysan, etc. Sans mépriser leur engagement social, on doit constater que ces luttes ont un horizon limité, ne serait-ce que parce qu'elles évitent la question clé, quand elles ne partagent pas avec le système sa technophilie. De toute façon, celles qui reconstruisent la sociabilité entre leurs participants et empêchent la création de hiérarchie méritent d'être soutenues. L'action de ceux qui s'opposent au monde de la technique n'a pas encore mené à grand-chose, puisqu'une telle opposition n'est encore qu'une cause et pas un mouvement. Mais elle a au moins servi à accroître l'insatisfaction que la technique sème partout et à montrer la bonne direction. L'apologie de la technique met en mauvaise posture ses partisans quand elle devient trop visiblement l'apologie de l'horreur. Le système admet qu'il n'est en aucun cas un paradis et se justifie comme le seul possible tant qu'il n'y a personne pour l'envoyer aux poubelles de l'histoire. Nous en sommes là. Le système technocratique produit des ruines, ce qui favorise la diffusion de la critique et rend possible l'action à son encontre. La question principale porte sur les principes plus que sur les méthodes. Toute conduite est bonne si elle est nécessaire et sert à populariser les idées sans être un obstacle ni contribuer à aucune capitulation : on participe aux luttes pour les rendre meilleures, pas pour dégénérer avec elles. En l'absence d'un mouvement social organisé, les idées passent en premier ; le combat pour les idées est primordial parce qu'aucune perspective ne peut

naître d'une organisation où règne la confusion concernant ce qui est recherché. Mais la lutte pour les idées n'est pas une lutte pour l'idéologie, pour une bonne conscience satisfaite. Il faut abandonner le fardeau des formules révolutionnaires qui ont vieilli et sont devenues des phrases toutes faites : il est incongru, quand le prolétariat n'existe plus, de parler du pouvoir absolu des Conseils Ouvriers, ou de l'autogestion généralisée alors qu'il s'agirait de démanteler la production. La fin du travail salarié ne peut signifier l'abolition du travail, car la technologie qui supprime et automatise le travail nécessaire est seulement possible sous le règne de l'Économie. Les théories de Fourrier sur l'« attraction passionnée » seraient plus réalistes. Une action volontariste ne sert pas non plus à grand-chose si les masses une fois rassemblées ne savent que faire après avoir décidé de prendre en charge leurs propres affaires sans intermédiaires. Dans cette situation, même les succès partiels, ouvrant des perspectives auxquelles on ne pourra faire face avec cohérence et détermination, viendront à bout du mouvement mieux encore que les défaites. La tâche la plus élémentaire consisterait à réunir autour de la conviction que le système doit être détruit et à nouveau édifié sur d'autres bases le plus grand nombre de gens possible et discuter du type d'action qui convient le mieux à la pratique des idées issues de cette conviction. Une telle pratique doit aspirer à la prise de conscience d'une partie considérable de la population au moins, car aussi longtemps qu'il n'existe pas une conscience révolutionnaire suffisamment répandue, la classe exploitée ne pourra se reconstruire et aucune action d'envergure historique, aucun retour de la lutte des classes ne sera possible.

LE PARTI DE L'ÉTAT

« Celui qui est cause du pouvoir d'autrui, l'est aussi de sa propre perte. »

Machiavel

UN SPECTRE HANTE LE MONDE à l'affût des vivants ; le spectre de l'État. Sa nature a cessé d'être la question centrale de notre époque. Une fois vaincu le deuxième assaut prolétarien contre la société de classes, les intérêts étatiques se subordonnent à ceux du Capital et l'initiative passe définitivement à la finance. En effet, la Bourse a dissous des frontières, et partout, le *holding*, le *trust*, la multinationale, passent outre les instances politiques et administratives. Les députés, les leaders syndicaux, les intellectuels, les ministres, etc., cèdent le pas aux managers, aux experts, au *marketing*. Le principe de compétitivité s'impose face au principe d'organisation et l'État se plie à la suprématie du Marché. Le pouvoir réel se manifeste peu dans la conduite administrative et dans la politique quotidienne, parce qu'il n'est plus aux mains du fonctionnariat. Le pouvoir, en croîssant, échappe à l'État. Le progrès de la bureaucratisation s'est arrêté et à nouveau, État et Capital, bureaucrates et financiers, sont des réalités séparées. Contrairement à l'évolution des cinquante dernières années, la tendance historique actuelle va dans le sens de la perte progressive d'hégémonie de l'État.

La société née après la seconde guerre mondiale – en Espagne, trente ans plus tard – qui repose sur l'intégration politique et sociale des travailleurs, représentés par les partis et les syndicats, conduisit à la paralysie de toute véritable action prolétarienne ; la masse ouvrière, bénéficiant de meilleures conditions de vie et de travail, refusait de jouer le rôle révolutionnaire qui lui était attribué. Un système politique bureaucratique différent se consolidait, là où la course au contrôle total de la société poussait l'État à une augmentation considérable des dépenses sociales. À présent, le retrait progressif de l'État de divers secteurs de la vie sociale comme les communications, les transports, la santé, le logement, l'enseignement, etc., dont l'appropriation en tant que service public fut défendue au cours des cinquante ou soixante dernières années, préoccupe des politiciens, des intellectuels, des fonctionnaires, et en général ceux qui vivent de leur administration matérielle ou morale. Le trouble que cause à ces derniers le renoncement de l'État à représenter l'intérêt public est entièrement justifié, puisqu'il les met en très mauvaise posture comme classe intermédiaire qui vit en représentant cet intérêt au détail – c'est-à-dire, comme classe au service de l'État, comme *bureaucratie* – et qu'il met en danger leurs postes de travail. Le fait que cet intérêt soit maintenant déterminé par les marchés financiers internationaux et non par les pactes politiques résultant de l'équilibre local entre forces, impliquera à moyen terme la liquidation d'une partie de la bureaucratie étatique et le recyclage du reste, principalement dans la direction du secteur pénal et de l'assistance. La souffrance bureaucratique qui s'ensuit est appelée *crise de la politique*.

La première phase de ce processus, la domestication des travailleurs moyennant l'extension de la précarité et la création d'un marché du travail volatile abandonné par les syndicats, fut l'œuvre d'un parti de l'ordre unifié, à droite et à gauche, concrétisation de l'alliance entre État et Capital. La fiction de l'intérêt public – parfois de l'ordre public – nécessaire jusqu'à ce jour, devient finalement inutile quand triomphe le Marché, la conjonction des intérêts privés par excellence ; alors la distinction entre l'administration de l'État et celle des entreprises cesse d'exister. La façon d'agir d'un politicien, d'un fonctionnaire, de l'État même, est dorénavant sujette à des évaluations traduisibles en termes économiques (elle revient cher ou bon marché, on gagne ou on perd,

elle est rentable ou déficitaire, etc.). Et sur ce terrain, tout ce que fait un bureaucrate, un chef d'entreprise l'accomplit avec de meilleurs résultats. Ce n'est pas la fin du public, *c'est la fin de la séparation entre le public et le privé*. C'est la généralisation du principe de concurrence capitaliste, un véritable *coup contre l'État*, le passage de l'exploitation médiatisée à l'exploitation sans intermédiaire, qui inaugure obligatoirement une phase de débureaucratisation partielle, ou comme l'appellent ceux qu'elle affecte, de déréglementation.

Il advient que la gestion des nécessités de la société de masses est de plus en plus compliquée, inefficace et, surtout, coûteuse. L'État a échoué dans la tâche qui consistait à se tailler une société à sa mesure et ne peut ni continuer sa fuite en avant, ni s'étendre au-delà de ce qu'il peut contrôler, sans épuiser les moyens économiques dont il dispose. Toute intervention étatique doit être financée et l'État ne peut pas s'endetter au-delà d'une certaine limite sans se retrouver en banqueroute. La bureaucratie politique perd sa capacité de manœuvre et l'État, le soutien de ses principaux créanciers, qui le dépossèdent peu à peu de ses attributs, y compris de celui qui a toujours constitué sa plus grande justification, le monopole de la violence. Dans le modèle social américain, qui résout le problème du chômage et de la marginalisation non seulement avec des agences d'intérim et des assistants sociaux mais aussi avec des geôliers, la gestion des prisons est en train de passer aux mains d'entreprises et le secteur prospère de la police privée se développe. Dans le modèle russe, les diverses mafias rivalisent avantageusement avec la force institutionnalisée dans l'exercice de la protection. L'État avait évolué ces derniers temps, privilégiant la sécurité, mais cette dernière ne s'est pas améliorée avec son expansion, de sorte que le résultat (le chaos, la catastrophe), aujourd'hui inéluctable, est moins coûteux sans gestionnaires et fait l'objet de l'initiative privée. Dans un monde réellement chaotique, l'État apparaît comme la forme bureaucratique du désordre. Dans la

logique de la domination, c'est maintenant le Marché et non l'État qui doit gouverner.

L'État est une forme de domination encore politique qui va se transformer en une forme particulière de Capital grâce au recours à des méthodes d'entreprise. L'autonomie de la finance internationale a bloqué le processus de fusion de la bureaucratie privée des cadres avec la bureaucratie étatique des fonctionnaires et politiciens, sur lequel s'établissait ce que l'on nommait « l'État providence » – ce qui en Espagne équivaudrait au franquisme amélioré par la réforme politique. Dans un même mouvement, toutes les apparences étatiques d'indépendance ont été liquidées, et c'est bien là le centre de la question. Ce n'est pas que la bureaucratie étatique n'a pas besoin de marquer ses différences d'avec les pouvoirs financiers, c'est qu'elle ne peut pas le faire, puisque la *raison d'État* s'est convertie intégralement en *raison du Marché*. La raison d'État avait été jusqu'à présent l'axe de toute la politique contemporaine, étant donné le besoin d'État de la classe dominante pour consolider sa suprématie. Cela supposa alors le conditionnement de l'action politique à l'objectif unique de la conservation de l'État. De cette façon, l'intérêt public fut identifié à l'intérêt de l'État, et par conséquent, avec celui du pouvoir dominant, primant sur tout autre intérêt et justifiant n'importe quel moyen employé. À la différence de la raison d'État totalitaire, qui de l'idéologie faisait un État, la raison moderne fit de l'État une idéologie. Comme il n'y avait pas d'autorité au-dessus de l'État, la politique perdit sa couverture idéologique et recourut alors à la nécessité économique, l'incarnation moderne du destin. L'économie a été la limite idéologique de l'État qui maintenant devient réelle.

L'État comme forme exclusive de domination au service de quelques intérêts est entré en crise et, dorénavant, toute crise aura pour effet d'accélérer le processus globalisateur de l'économie. Finalement, la domination était un problème technique, un problème que les technologies de l'information résolvent sans passer par l'*appareil* de

l'État, ce qui n'est pas le reflet d'une décentralisation dans la prise de décisions mais, au contraire, d'une centralisation d'un nouveau type, parce que pendant que la bureaucratie se dissout dans le cyber-espace, le centre s'est *virtualisé* mais n'a pas disparu. L'*umbiculus mundi* est monté au ciel. L'essence du pouvoir est de cette manière quasi insaisissable, puisque celui-ci ne réside pas dans un seul pays ni dans quelques capitales mais que, grâce aux nouvelles technologies, il est à la fois partout et nulle part. Les hauts dirigeants habitent une métacité traversée par des autoroutes électroniques où circulent les capitaux : un mirage gouverne le monde.

La mondialisation n'est pas qu'une simple amplification et accélération de l'internationalisation des échanges commerciaux, c'est la proclamation de l'autonomie totale et de la domination du capital financier sur le capital industriel et l'État. Elle signifie, entre autres, la redéfinition de la division internationale du travail, la fin du travail salarié comme forme d'insertion sociale et la fin du contrôle étatique sur le capital privé. En d'autres mots, la fin de la classe ouvrière, l'impossibilité d'un capitalisme national, la liquidation de l'État-Nation. Le processus s'était déjà développé durant la période historique antérieure, celle de l'hégémonie des deux superpuissances, les E-U et l'URSS, qui étaient deux États mondiaux. Le chemin de la mondialisation conduit à la diminution du poids spécifique des partis et des parlementaires, « du pouvoir de décision de la citoyenneté » comme le dit le porte-parole européen de la bureaucratie bien-pensante, *Le monde diplomatique*, qui promeut devant ses paroissiens une *résurrection de l'esprit national* et un culte non dissimulé de l'État. Il se déclare pour une union sacrée entre partis de gauche appuyée par les syndicats et les associations et se vante d'être le fer de lance de cette union : la masse des petits fonctionnaires, baptisée « main gauche de l'État », et leurs cadres, ou « *petite noblesse d'État*[1] ».

[1] En français dans le texte. (NdT)

La conversion de staliniens et d'écologistes à ce nationalisme de circonstance est un fait. Paradoxalement, le nouveau nationalisme d'État doit livrer bataille sur le champ supranational. À une internationale de financiers, doit s'opposer une internationale de la bureaucratie : voilà *le parti de l'État*.

Les idéologues extrémistes du parti de l'État aspirent à une fédération d'États qui impliquerait une espèce d'État européen et, pour le moment, revendiquent que les nations transfèrent du pouvoir au Parlement européen et que celui-ci reçoive le mandat des politiques « nationales ». Ils réclament aussi « un espace public européen qui permette aux citoyens de participer à l'édification de l'Union » (*Le Monde Diplomatique*, mars 1996). Cependant, l'Union Européenne n'est pas une fédération mais un marché, c'est pourquoi le Parlement européen n'est qu'une instance secondaire, une fioriture. Les parlements nationaux n'ont pas de pouvoir réel à transférer, les politiques nationales n'existent pas et le terrain politique européen se trouve hypertrophié avec toutes sortes d'associations, comme le Forum Civique Européen, les Conférences inter-citoyennes européennes, le Comité européen pour le respect des cultures et des langues, le Forum européen de la jeunesse, diverses organisations, entre autres syndicales, d'enseignants, de chercheurs, etc. ; véritables viviers non gouvernementaux de bureaucrates de tout poil. Derrière cette « utopie » étatiste se cache en réalité le désir d'élargir la base internationale du parti, de créer une nouvelle zone de médiation interétatique, avec des associations et des organismes subventionnés pas nécessairement utiles, mais créateurs d'emplois pour une « citoyenneté » composée d'aspirants dirigeants.

Le parti de l'État est l'idée mère de l'intelligentsia étatiste, avide d'inventer un nouveau discours *politiquement correct,* au-delà des habituels alibis pacifistes, féministes ou écologistes. Mais sur le plan de l'action, étant donné la disparité d'intérêts de ses composants, la bureaucratie politique est incapable d'une coalition internationale qui soit autre

chose qu'un club du style de l'Internationale Socialiste, et elle en forme difficilement une à l'échelle nationale. Mais par-dessus tout, la bureaucratie est incapable de s'opposer sérieusement aux causes profondes de la mondialisation, parce qu'elle ne croit qu'au pouvoir ; hors celui-ci ne réside plus dans l'État. Ainsi donc, il n'y a que les moins « réalistes » qui communient avec la totalité du discours pan-étatiste, ceux qui continuent à identifier État et pouvoir, comme par exemple les staliniens et leur cohorte de gauchistes. C'est que les intérêts de la bureaucratie ne visent pas à un Capitalisme d'État mais à un État dans le Capitalisme. Tout comme les anciens mandarins, la bureaucratie est une classe qui ne détient pas le pouvoir mais l'administre, qui ne possède rien, qui ne contrôle pas sa reproduction et qui se représente elle-même en représentant d'autres : l'État, le Citoyen, l'Ouvrier… Elle n'exerce pas de fonction dirigeante mais de transmission. Elle obéit et elle commande. En outre, ses intérêts varient en fonction de la nature de sa médiation. Par conséquent, son parti, le parti de l'État, autrefois appelé « l'union de la Gauche », ne peut pas exister unifié organiquement, tout au plus il peut fonctionner coalisé. Ce n'est pas un parti idéologique mais un conglomérat de divers intérêts et de diverses clientèles. Chaque fraction défend ses intérêts spécifiques et la majorité – les sociaux-démocrates et les syndicats – avancent des « troisièmes voies » ou des « nouveaux centres », c'est-à-dire situés en dehors, en un lieu indéterminé entre l'étatisation et le marché global, et plus proche du second. Comme le dit González à ses compères italiens, « Un Olivier[2] mondial ne peut être compris que comme une déclaration d'intentions ». En résumé, une internationale de la bureaucratie ne sert qu'à chanter, l'œuf est pondu dans un autre nid. Chaque secteur dissimule à sa manière le

[2] L'auteur se réfère ici à la coalition de l'Olivier. Regroupant les Démocrates de gauche (DS, ex-PCI) et les petits partis du centre gauche, elle est au pouvoir en Italie entre 1996 et 2001. (NdT)

fait flagrant que, pour pouvoir continuer en politique, le parti de l'État doit « être constamment en train d'ajuster la politique à l'orientation des marchés » (G.Schröder), c'est-à-dire, faire exactement le contraire de ce qu'il a annoncé.

En tant que représentant des intérêts généraux de la bureaucratie, le parti de l'État part des principes qui la justifient, comme celui de la séparation entre le citoyen et l'administration publique – la séparation entre gouvernants et gouvernés, autrement dit la spécialisation du pouvoir – ou celui de la nécessité du maintien permanent d'appareils policiers et d'armées. C'est un parti d'ordre – il ne faut pas oublier que ce parti peut en arriver à être le parti du crime d'État quand il croit que l'ordre le requiert – qui dit défendre la « justice sociale » à sa manière, avec une grande *bureaucratie d'assistance*. Ses faux adversaires, ou ce qui revient au même, ses vrais interlocuteurs, les forces qui dirigent le Marché, *le parti de la Mondialisation*, ne sont pas les ennemis jurés de la bureaucratie, pas plus qu'ils ne prétendent abolir l'État. Ils veulent simplement le soumettre aux lois économiques et donnent leur préférence au développement d'une *bureaucratie judiciaire et carcérale* afin de contrôler les contradictions de l'Économie. Ils pensent que l'ordre planétaire peut se concevoir d'une manière différente de celle de l'État mondial, à savoir, comme un espace soumis à l'Économie incontrôlée et surveillé par un État gendarme. Donc, partisans de l'État *jusqu'à un certain point*, non seulement ils ne combattent pas le parti de l'État (lui-même partisan du marché global jusqu'à un certain point), mais ils se servent fréquemment de lui pour favoriser au maximum l'adaptation des structures productives locales au marché mondial auto-organisé et imposer ainsi leurs plans sans éveiller de résistances qui puissent les inquiéter. Le mécontentement généré doit adopter des formes inoffensives et poursuivre des fins insignifiantes, deux tâches qui constituaient jusqu'à présent la mission historique de ce parti : en Europe, elles ont été menées à bien majoritairement par les gouvernements socialistes,

généralement avec l'appui des staliniens. Il n'est donc en rien étonnant qu'il y ait une certaine perméabilité entre les différentes sphères du pouvoir et que les dirigeants circulent entre elles, comme le démontre le bon accueil qu'ils reçoivent dans les cercles patronaux ou le passage de plus en plus courant de la politique aux affaires ; on dirait que, la politique étant quelque chose de subalterne, un dirigeant atteint sa maturité quand il la quitte.

Le parti de l'État veut se constituer quand le travail contre-révolutionnaire de l'État et de ses partisans touche à sa fin. La possibilité de véritables mouvements sociaux qui attaquent les bases de la misère et de l'oppression, qui débattent de la réorganisation sociale et qui formulent des projets d'émancipation humaine est devenue irréelle ; il n'y a que des mouvements de survie parfaitement contrôlables. Le parti de l'État, dans sa phase actuelle, ne représente pas un obstacle pour l'économie, au contraire, c'est avant tout le parti de l'économie. Comme l'a dit un expert réputé, « sans l'État, rien ne peut se faire ». Il doit encore diriger le processus globalisateur, comme le démontrent les ascensions de Blair, Jospin, d'Alema… Il lui reste encore à réaliser la tâche de son adversaire, à savoir, celle de démanteler l'État. Ainsi donc, le parti de l'État se bat pour sa dernière tâche, celle de préparer la transition vers un ordre mondial dans lequel il ne sera plus nécessaire.

QUAND LE RÉEL DEVIENT ILLUSOIRE

I.- Cette époque qui a vu disparaître les grèves sauvages, les barricades de rue et la classe ouvrière elle-même qui réalisait les unes et érigeait les autres, voit naître de singuliers phénomènes comme la grève par délégation, la révolte sans altération de l'ordre, les chômeurs heureux ou la naissance sociologique de la citoyenneté. La dissolution de la réalité dans la société du spectacle suscite de curieux paradoxes comme celui d'un mouvement qui ne bouge pas, d'une rébellion tranquille ou d'un combat pacifique, dont nous ne pouvons comprendre la nature si nous ignorons que la réalité est systématiquement remplacée par des succédanés, se faisant toujours plus insaisissable, attendu que pour la majorité le fictif est le réel et le vrai, un moment du fictif. Ainsi donc ce mouvement n'existe pas, il n'y a aucune rébellion et personne ne combat ; existent, ça oui, l'image, la pose et la chorégraphie.

II.- Mais les 500.000 personnes présentes à Barcelone[1] ne prouvent-elles pas la réalité massive d'un mouvement contestataire « antiglobalisation » ? Elles prouvent la réalité d'un spectacle de masse, comme les 150.000 qui visitent religieusement toutes les deux semaines le Camp Nou[2] ou les 700.000 qui se sont rassemblées le 17 – le lendemain ! – pour voir et écouter quelques-uns des protagonistes d' « Operación Triunfo[3] ». Ce sont de grandes opérations de consommation émotionnelle, qui une fois passées laissent les choses telles qu'elles étaient, comme si rien n'était arrivé. Leurs effets, loin d'être cumulatifs, sont régressifs. C'est précisément ce caractère inauthentique et consumériste

[1] Durant la manifestation du 16 mars 2002 contre le sommet de l'Union européenne. (NdT)
[2] Stade de football. (NdT)
[3] L'équivalent espagnol de la *Star Académy*. (NdT)

qui attire la masse de participants ; s'il s'agissait de lutter pour de bon ils ne viendraient pas. Les 500.000 étaient bien réels mais ils ne constituaient pas un mouvement ; ils étaient une juxtaposition de réalités partielles, dans l'impossibilité de se souder, incapables de se coordonner, aptes seulement à se masser périodiquement. L'idée de « l'unité » est une obsession pour les promoteurs de tels événements. Ce que ceux-ci présentaient comme un « mouvement » n'était qu'un simulacre de protestation intégrée servant à conformer la pensée et la conduite des participants, afin de les convertir en êtres stéréotypés qu'ils appellent « citoyens ». La supplantation de l'action réelle par l'acte symbolique, la caricaturisation de l'ennemi, la ritualisation de l'affrontement, etc., sont des stéréotypes de comportement grâce auxquels le consommateur d'expériences apprend à voir ce que d'autres veulent qu'il voie. Bien que cela ressemble à une blague, certains finissent par penser que le meilleur remède contre les bombes est l'ingestion de sardines. En tout cas, selon des sources bien informées, il s'agirait d'une des « trente manières de dire NON à l'Europe du Capital ». Comme cela ne fonctionne pas toujours à la perfection, on en appelle à la morale « citoyenne » pour résoudre les problèmes : quand le participant, trouvant l'empereur nu, ne se comporte pas comme on le voudrait, il est accusé d'être « incivique » et violent.

III.- Dans un capitalisme spectaculaire, où les services jouent un rôle prépondérant, en particulier dans le domaine de la commercialisation de la culture et de l'expérience, le divertissement et la mode sont les marchés les plus importants au monde. Toutes les actions sous leur emprise suivent les règles de la mode et tendent à se convertir en divertissement. La protestation ne pouvait y échapper ; qui plus est, son succès en dépendait. Quelques détails auraient dû éveiller nos soupçons. La primauté du « créatif » sur l'efficace, la nécessité conviviale de s'amuser, l'humour puéril, le souci de l'image et du style, et surtout l'extrême

superficialité avec laquelle des accessoires de luttes réelles sont imités (cacerolazos, *Reclaim the streets*, *Food not bombs*...). Quant aux idées, dans ces milieux il était beaucoup plus facile de se procurer un pin's ou un T-shirt qu'une analyse à demi cohérente. Tout était infantile et frivole et ne pouvait se défaire d'une certaine banalité, lui conférant un attrait irrésistible pour le public juvénile, client de toutes les modes dernier cri.

IV.- Le monde colonisé par le nouveau capitalisme est envisagé par les consommateurs d'avant-garde comme une scène et c'est la représentation, le théâtre, qui mène le jeu. C'est pour cela que les gestes et les rituels sont plus importants que les contenus. La manifestation est une grande mise en scène dont le message repose moins sur le mot d'ordre que sur la dramatisation. On insiste sur le ludique mais on envisage le carnavalesque. Du jeu on garde la cérémonie, mais la victoire contre l'ennemi est obtenue en conjurant son image, comme par enchantement. On est pour le jeu mais on ne veut pas perdre. L'attitude la plus observable dans les manifestations antiglobalisation rappelle la manière dont les petits enfants jouent au foot : tous marquent des buts et gagnent. La logique antiglobalisation est indéfectiblement triomphaliste, si bien que les résultats doivent toujours être bons et seule la magie peut y parvenir. Chesterton avertissait à ce propos dans son livre *Orthodoxie* : « si je parie, je dois être obligé de payer, sinon le pari perd tout son charme. Si je lance un défi à quelqu'un, je dois être obligé de me battre, ou l'événement perd toute sa poésie. » C'est le hic de la protestation *light* : les manifestants détestent la poésie des événements et font bien attention à ce que leurs actes n'aient pas de conséquences réelles. Aventure oui, mais sans risque.

V.- Loin d'y trouver une opposition catégorique, le capitalisme moderne semble se refléter de différentes manières dans le petit monde de

l'antiglobalisation. Nous dirions même plus : il ne semble pas y avoir de contradiction entre les philippiques contre le capital et l'emploi de certaines méthodes capitalistes. En 1981, une campagne bien intentionnée pour conscientiser la population américaine sur la faim dans le monde, *Hand Across America*, disposait de l'appui économique de Coca Cola et personne n'en a fait un plat, bien au contraire, ce fut le prototype des chaînes humaines postérieures. Des groupes à l'esprit marchand avancé comme les *Tute Bianche* n'hésitent pas à faire sponsoriser leurs défilés et il existe des entreprises spécialisées dans l'obtention de subventions pour les ONG's en échange d'un pourcentage. Que dire en outre de la banque éthique, du commerce équitable ou des entreprises « vertes » ? Pour le moment, l'alternatif manque d'infrastructures économiques sérieuses, mais chaque chose vient en son temps. Il y a réellement une mode, un *look*, un tourisme contre-sommets, quelques négoces potentiels – par exemple la promotion de concerts ou la vente légale de marijuana – et un marketing naissant de l'expérience combattante. Mais l'essentiel c'est que de ce monde-là se font entendre des voix en faveur du marché et de l'initiative privée, et les critiques, plus que contre le système capitaliste, sont dirigées contre sa mauvaise image morale. Les groupes dont la fonction idéologique est reconnue parlent sans tourner autour du pot d' « une autre globalisation », d'un capitalisme à visage humain.

VI.- Le dénommé « mouvement contre la globalisation » a comme nous l'avons vu, la particularité de ne pas être un mouvement, pas plus qu'il n'est contre la globalisation. Il n'est pas non plus très innovateur, vu que ce qu'il demande fait partie du vieux programme politique de la social-démocratie. Il n'est pas rupturiste étant donné qu'il parle de démocratiser les institutions et non de les abolir. Il ne distingue pas entre classes sociales, puisque tout le monde est « citoyen ».Vieille lune du libéralisme bourgeois, le citoyen est ce sujet qui se préoccupe des

affaires publiques comme si c'était les affaires de l'État. C'est une page *web*, en fin de compte un fantôme, mais un fantôme étatiste. L'État est son ectoplasme, c'est-à-dire, l'instrument nécessaire – ou l'associé capitaliste – pour la réalisation de ses aspirations extrêmement modestes : pour contrôler les transactions financières spéculatives, adopter des « politiques sociales » et respecter le protectionnisme douanier des pays non développés. Il désire le retour à une phase antérieure de la production, celle où les contradictions du Capital étaient résolues par l'État, mais en même temps il accepte la globalisation. C'est pourquoi pour surmonter cette contradiction il rêve d'un État mondial. Citoyen est celui qui n'a aucun pouvoir de décision sur sa vie et à qui cela n'importe pas.

VII.- Finalement, ce pseudo mouvement, si critique envers les déficits démocratiques du système, ne se distingue pas par un amour excessif de la démocratie interne. En effet, son informalité et sa volatilité entretiennent une cohorte de leaders officieux qui constituent une hiérarchie bien réelle comme on l'a vu à Gênes. Il s'agit d'une bureaucratie de militants qui, sous couvert de « porte-parole », contrôle les contacts et l'information, rédige les communiqués, convoque les manifestations et prend les décisions. Il y a le précédent des « mouvement sociaux » de chômeurs, sans-papiers, SDF, etc., de facture gauchiste. D'un autre côté la logique égoïste du consommateur imprègne l'esprit du participant à tel point que la primauté des intérêts particuliers sur toute autre considération exclut la possibilité d'une organisation qui ne soit pas un « réseau », c'est-à-dire, qui ne soit pas virtuelle. Cependant, nous ne nous trouvons pas face à l'exigence d'une autonomie individuelle par dessus tout, mais face à un acte généralisé d'affirmation narcissique qui paralyse toute tentative d'action directe coordonnée depuis le « mouvement ». Hiérarchie nébuleuse et passivité citoyenniste ne sont rien d'autre que le reflet matériel de la scission entre dirigeants et dirigés.

N'importe qui peut être contre la globalisation, mais ce sont toujours les mêmes qui s'asseyent autour des tables et dans la rue le service d'ordre surveille et dispense les instructions. Le « mouvement » ne recherche pas la participation égalitaire, bien au contraire, étant donné qu'il n'est pas subversif il doit entraver tout procédé subversif. En l'absence de débats concluants, d'un engagement ferme et en la présence de dirigeants, une communauté de rebelles ne pourra jamais se constituer. La « pluralité » bloquera le dialogue et le consensus s'imposera unilatéralement, pour que la partie la plus modérée – qui a tendance à être la plus bureaucratique et la plus opportuniste – donne le ton. Les processus assembléaires – qui tracent la ligne de démarcation entre ennemis, élaborent un intérêt général et décident du chemin à suivre – ne pourront pas avoir lieu. Et personne n'y prétend.

VIII.- Le dénommé « mouvement antiglobalisation » peut être compris comme un ensemble de réactions face au déclassement produit par le capitalisme tardif, majoritairement en faveur de la restauration de la politique bourgeoise classique. Il entre en scène avec la volonté de ne pas être un problème d'ordre public et rompt avec les traditions de la lutte des classes. Son pacifisme déclaré cache un rejet DE L'EXPÉRIENCE ET DU COURAGE. Il se montre indifférent au passé, hostile à la démocratie de base et partisan des compromis. Il prétend contribuer à rendre les États plus faciles à gouverner, parce qu'il tend à l'ordre. Il présente donc quelques similitudes avec le néofascisme, autre réaction suscitée par la transformation des classes en masses, qui soit dit en passant est citoyenniste et antiglobalisateur. Sa fonction, au cas où une de ses personnalités arriverait au pouvoir politique, sera la même que celle de n'importe quel gestionnaire de la globalisation.

THÈSES SUR MAI 1937

1.- Les Journées de Mai 37 furent un soulèvement spontané du prolétariat catalan contre une attaque des forces réactionnaires qui prétendaient lui arracher ses conquêtes. Ce fut un mouvement défensif ; les combattants ouvriers ne pensaient pas redresser la marche des événements ; ils croyaient simplement se défendre d'une tentative de coup de force à leur encontre. De manière générale, ces journées constituèrent le point critique de la lutte entre le prolétariat, alarmé par le recul du processus révolutionnaire, et les forces qui voulaient rétablir l'ordre démocratico-bourgeois antérieur.

2.- La propagande entreprise par la petite bourgeoisie et le réformisme socialiste, faisant passer la guerre avant la révolution, dissimulait la réalisation d'un plan visant à supprimer les conquêtes révolutionnaires et à renforcer l'État bourgeois. La direction du plan revenait au Parti Communiste d'Espagne (PSUC en Catalogne) dont l'influence s'était étendue grâce à l'armement soviétique ; cela démontrait que ce parti n'était pas une simple tendance réformiste dans le mouvement ouvrier mais l'avant-garde de la contre-révolution bourgeoise. Après Mai, les travailleurs perdirent la révolution et au cours des mois suivants, ceux qui les avaient mis en déroute les utilisèrent pour perdre la guerre.

3.- Il n'y a jamais eu d'autre issue pour le prolétariat que de « s'emparer de tout[1] », c'est-à-dire, de prendre le pouvoir, d'assumer la direction de l'économie et de la guerre. Il est faux que ses organisations principales, la CNT et la FAI, ne se soient pas posé la question

[1] *Ir a por el todo.*

par scrupules doctrinaires. Sur ce point, l'idéologie sert à masquer *a posteriori* une prise de position très claire: les dirigeants libertaires refusèrent d'assumer seuls la responsabilité de la guerre parce qu'ils ne s'y considéraient ni psychologiquement ni matériellement prêts. Ils ne voyaient pas l'heure du communisme libertaire arrivée et par conséquent ne proclamèrent pas la Révolution. Les libertaires s'étaient lassés de poser pendant cinq ans l'alternative « fascisme ou Révolution sociale ». Après les échecs insurrectionnels et l'expérience d'octobre en Asturies, ils commençaient à envisager l'unité avec d'autres forces – ouvrières ou non – pour parvenir à leurs fins. En février 1936, ils avaient renoncé à prêcher l'abstention syndicale sans vraiment croire que le Front Populaire arrêterait le fascisme. Leur soutien à la bourgeoisie et au réformisme avait été tactique (il fallait se réorganiser et libérer les prisonniers), mais c'était un pas vers la collaboration de classe qui, après la réunification avec les anciens « trentistes[2] », marqua les débuts d'une stratégie. Quand les militaires se soulevèrent, les dirigeants du mouvement libertaire maintinrent la même position – celle de l'« antifascisme » – mais les structures politiques et sociales du régime républicain s'écroulèrent : en l'espace de quelques jours, l'Armée se désagrégea, la police s'évapora, l'État s'effondra, les patrons fuirent, les bourgeois se cachèrent… Sans avoir besoin de rien chercher, du jour au lendemain les ouvriers furent maîtres de tout. Les dirigeants alors ne s'opposèrent pas aux mesures révolutionnaires que le prolétariat prenait spontanément, mais ils ne les favorisèrent pas non plus. Ils ne modifièrent pas substantiellement leur politique, dont la constitution du comité de Milices Antifascistes en Catalogne, et de comités similaires dans le reste de la zone loyale, fut le fruit.

[2] Ceux-ci avaient fait scission de la CNT en adoptant la ligne modérée du manifeste des Trente de 1931. (NdT)

4.- Les militaires s'étaient soulevés en défense de l'ordre bourgeois menacé par les avancées du prolétariat. L'erreur commise par les dirigeants libertaires consistait à fermer les yeux sur le fait que la passivité des politiciens du Front Populaire face au coup militaire, ou leur refus criminel d'armer le peuple, signifiait qu'ils optaient pour la réaction. Le coup de force échoua parce que les ouvriers descendirent dans la rue et non pas parce que la République l'eût condamné. Tout le problème consistait à savoir qui avait gagné. Si c'était les ouvriers, la direction du pays leur appartenait et seules les organisations ouvrières pouvaient se mettre à la tête de celui-ci. Et en Catalogne il n'y avait pas d'autre organisation ouvrière que la CNT. À ce moment, on invoqua le manque de préparation du prolétariat et la peur d'une intervention étrangère.

5.- Durant les journées postérieures au 19 Juillet, la révolution fut faite à moitié. Il y avait un pouvoir réel, celui des nouvelles institutions créées par les ouvriers et les paysans, et un autre nominal, le vieil appareil étatique, sans force ni présence. Que personne ne tentât de l'abolir était un symptôme du fait que le prolétariat se débattait entre avancer vers la révolution ou consolider l'alliance de classes et recomposer avec sa participation les institutions de domination bourgeoises : l'État et l'Armée. Ses représentants choisirent la seconde option et cela mit fin à la situation de double pouvoir qui avait jusqu'alors existé. En septembre, les troupes franquistes arrivèrent aux portes de Madrid et le prolétariat européen ne se mobilisa pas contre la politique de Non Intervention. La révolution restait isolée internationalement et les dirigeants libertaires voulurent dissimuler son existence aux différentes puissances en partageant avec la bourgeoisie et le réformisme les charges gouvernementales. Leurs arguments étaient de nature pratique et révélaient le déplacement du discours anarchiste vers l'opportunisme : empêcher une possible intervention étrangère, obtenir l'appui des démocraties, se procurer des armes, défendre et légitimer le pouvoir acquis, freiner la

progression des troupes franquistes... Ce type de raisonnement était typique d'une bureaucratie de gardes-chiourme qui naissait de la révolution et reposait sur le pacte interclassiste (« antifasciste »), se séparant de la classe qu'elle représentait. Idéologiquement cela se traduisit par une espèce de « national-anarchisme » – où la guerre civile était présentée comme une guerre contre l'invasion étrangère, une guerre d'indépendance (contre l'Allemagne, l'Italie et les maures) –, qui niait la lutte des classes, allant jusqu'à affirmer catégoriquement que la petite bourgeoisie n'avait pas d'intérêts différents de ceux du prolétariat.

6.- La guerre civile espagnole cessa bientôt d'être une affaire locale pour devenir l'objet de la politique internationale des puissances. Par le pacte de Non-Intervention, l'Angleterre et la France indiquaient qu'elles ne prenaient parti pour aucune des deux formes de pouvoir politique de la bourgeoisie, la démocratie ou la dictature, puisque la décision finale dépendait de l'arrêt du processus révolutionnaire en Espagne. Ceci menait à un « abrazo de Vergara » (un armistice entre les partis belligérants) et à l'écrasement simultané de la CNT et du POUM, tâche à laquelle aussi bien les troupes franquistes que les fusils et les conseillers soviétiques pouvaient servir. La politique des trois puissances citées consistait réellement à maintenir un équilibre entre les deux camps de façon à ce qu'aucun ne gagne d'avantage décisif sur l'autre et que par conséquent, incapable de vaincre complètement, il se voit obligé à pactiser. Pour cela il était nécessaire d'armer la République, mais cet objectif ne pouvait être mené à bien à moins que l'un des signataires du pacte – l'Union soviétique – ne le respecte pas. Cependant, il fallait éviter que l'armement soviétique n'aboutisse dans les unités confédérales avant d'avoir éteint les dernières braises révolutionnaires. L'instrument approprié pour cette mission fut l'Armée Populaire. Le prolétariat devait accepter le chantage de la défaite impossible face au fascisme, céder à une bureaucratie militaire et se

soumettre à une discipline de caserne. La guerre se séparait de la révolution. Une fois éliminée la révolution, la guerre devait conduire à une conciliation avec Franco, reflet de l'alliance internationale entre l'impérialisme anglo-français et la contre-révolution stalinienne. Les provocations qui donnèrent lieu aux Journées de Mai furent réalisées avec ce double objectif d'un armistice et d'une défaite ouvrière. Les grandes batailles d'usure postérieures à Mai, comme Belchite, Teruel ou Ebro, et le développement parallèle de la répression dans l'arrière-garde, poursuivirent le même but : avoir des cartes pour négocier et de la chair à canon. Si la réaction stalino-bourgeoise que représentait le gouvernement Negrín ne parvint pas à ses fins, ce ne fut pas faute d'aptitude et de disposition à détruire la révolution.

7.- La guerre de fronts fut un piège où le prolétariat se retrouva pris entre deux feux : le fascisme, qu'il ne pouvait combattre efficacement à cause du manque d'armes, et l'arrière-garde, progressivement embourgeoisée et éloignée du front. Grâce à l'action du PCE-PSUC, devenu dépositaire des intérêts auxquels la révolution avait porté préjudice, les effets de la contre-révolution furent rapides à l'arrière. La révolution fut sabotée et soumise à des campagnes de discrédit ; il y eut des problèmes de ravitaillement et le coût de la vie augmenta à cause de la spéculation et de l'accaparement tolérés. La petite bourgeoisie reprit du poil de la bête et une nouvelle classe bureaucratique avec des salaires extrêmement élevés surgit, véritable bénéficiaire de la situation. Les Journées de Mai furent précédées d'un décret de dissolution des Patrouilles de Contrôle, d'une campagne contre l'armement dans l'arrière-garde et d'une tentative de contrôle de la frontière par des gardes de la Generalitat. Le prolétariat, mal armé aux fronts, disposait à peine d'armes à l'arrière. Par contre, les forces de l'ordre (police, gardes d'assaut, garde nationale, carabiniers) étaient dotées du meilleur armement disponible. Le but recherché était clair : priver d'un coup les ouvriers

du pouvoir qui leur restait en les désarment totalement. De leur côté, ces derniers savaient que s'ils se laissaient désarmer, ils se retrouveraient à la merci de l'ennemi.

8.- Ayant perdu toute illusion collaborationniste, durant les Journées de Mai le prolétariat se retrouva inévitablement à la croisée des chemins : ou il se soumettait à la contre-révolution, ou il imposait son propre pouvoir dans tous les domaines, la direction de la guerre, l'économie, l'administration, la justice, l'ordre public... Pour cela, il aurait dû se débarasser de la bureaucratie dirigeante qui le trahissait depuis Juillet, mais il n'était pas conscient de cette nécessité ; d'ailleurs, bien qu'il réclame un changement d'orientation politique, il reculait horrifié devant la perspective d'une scission. C'est pourquoi, face à la contradiction de devoir faire confiance à des dirigeants qui se montraient à tout moment vénaux et incapables, ses meilleurs éléments se repliaient sur le Syndicat ou allaient faire feu au front dans l'espoir de revenir à la charge. C'est pour cela qu'une opposition comme celle qu'exercèrent Les Amis de Durruti ou les Jeunesses Libertaires de Catalogne ne prit pas, mais ne disparut pas non plus.

9.- Bien que les ouvriers gagnèrent la bataille dans la rue, ils la perdirent en se retirant sans garanties. Ce fut la première fois dans l'histoire des mouvements sociaux que les vainqueurs se rendirent aux vaincus. Le fait est que les dirigeants de la CNT ne voulaient pas gagner parce que sinon, ils auraient dû assumer le pouvoir seuls (ou avec l'aide minuscule du POUM). Or, ils jouissaient déjà du pouvoir puisqu'ils en géraient une partie. La CNT ne concevait pas l'exercice du pouvoir sans la bourgeoisie libérale et la petite bourgeoisie, les agents de sa politique extérieure. La CNT excluait toute action sur le prolétariat d'autres pays et se limitait à rechercher l'appui du capitalisme et du stalinisme. Pour les représentants de la CNT, Mai posait le même choix

que Juillet et la réponse à donner était la même. Ils disaient que la révolution dans un seul pays était impossible, qu'une direction ouvrière en Catalogne et en Aragon ne se maintiendrait pas longtemps, parce qu'elle serait isolée et sans ravitaillement, et que Franco gagnerait la guerre en l'espace de quelques jours. Que l'unique manière de conserver au moins une partie de ce qui avait été gagné et d'obtenir armes et soutien diplomatique était de participer sincèrement à toutes les instances de l'État. Des arguments pour cacher une décision prise à l'avance. La thèse contraire est plus valide : en agissant comme ils le firent, les conquêtes révolutionnaires du prolétariat furent perdues, du sang coula inutilement et Franco gagna la guerre. Les questions que se posaient les travailleurs étaient autres : Cela valait-il la peine de se laisser tuer pour la République stalino-bourgeoise ? Y avait-il un sens à avoir faim et à souffrir au bénéfice exclusif d'une nouvelle bourgeoisie parasitaire née autour de l'appareil républicain ? Était-il important de gagner la guerre une fois la révolution perdue ?

10.- Les dirigeants de la CNT-FAI pensaient la crise en termes de politique bourgeoise. Ils croyaient que leurs ennemis en Catalogne – la petite bourgeoisie et le PSUC dirigés par « le fascisme international » – les poussaient à prendre le pouvoir à Barcelone pour les dresser contre le Gouvernement de Valence auquel ils participaient et à succomber ainsi dans une lutte inégale ; ils interprétaient les Journées de Mai comme le fruit d'une conspiration pour les expulser de la Generalitat et du Gouvernement, éliminant ainsi le caractère « social » de l'État. Pour contrecarrer ses effets, ils appuyèrent et exaltèrent impudiquement Largo Caballero[3], insistant sur une sincère collaboration de classes, dans l'idée qu'en se faisant les champions de l'« antifascisme » ils obligeraient les classes hostiles au prolétariat, et par là même leurs représentants politiques, à jouer franc jeu. Il n'était plus question de se séparer d'elles. C'est pourquoi, loin d'exiger des mesures énergiques

et de démasquer les responsables de la conspiration, ils se limitaient à demander la démission du conseiller d'ordre publique et du chef de la police. Ils étaient si convaincus d'être maîtres de la situation en restant unis à Largo Caballero, qu'ils pensaient que les ouvriers avaient joué le jeu du « fascisme » en descendant dans la rue. Et si les Comités dirigeants ne réagirent pas immédiatement contre la militance qui dressa les barricades – sauf dans le cas des Amis de Durruti – ce fut parce que l'opinion confédérale leur était très défavorable. On leur avait donné le sobriquet de « pompiers » et on demandait constamment leur démission.

11.- L'effet le plus immédiat des Journées de Mai fut la chute du gouvernement de Largo Caballero, cédant la place à un autre plus décidé à réprimer le prolétariat révolutionnaire et à obtenir l'armistice. Sa paralysie face à la répression de Negrín et son insistance à participer au Gouvernement de ce dernier démontrèrent que la CNT-FAI, au sein de laquelle les éléments défaitistes ne manquaient pas, s'était mise à l'ouvrage pour ne pas s'isoler des classes émergentes et du stalinisme, leur représentant le plus accrédité. Cela signifiait la concession réelle de la direction de la guerre sur le front d'Aragon et de la direction économique de Catalogne, des transports, des industries de guerre, etc. ; en somme le sacrifice du secteur radical du prolétariat, des ouvriers du POUM et des combattants non staliniens d'autres pays. Après Mai, le Conseil d'Aragon fut dissout par la Division de Líster, beaucoup de collectivités et de locaux ouvriers furent pris d'assaut, les cadavres de militants peuplèrent les fossés et les prisons se remplirent de travailleurs révolutionnaires.

[3] Caballero prit la tête du PSOE en 1925. Il fut de 1908 à 1938 vice-président puis secrétaire général de l'UGT. Le 4 septembre 1936, il est désigné comme chef du gouvernement et ministre de la guerre. (NdT)

12.- Après Mai, le processus de bureaucratisation de la CNT-FAI attint le seuil à partir duquel il n'y eut plus à proprement parler une seule CNT ou une seule FAI, mais deux. La suppression de la démocratie interne dans la confédération (suppression des congrès remplacés par des séances plénières, permanence indéfinie au poste de secrétaire du CN, création de la CAP ou du Comité Exécutif du ML en Catalogne) sépara une CNT officielle de la CNT réelle. La transformation de la FAI en parti sans même la mise en scène d'un congrès démontra que la régression idéologique avançait en même temps que la contre-révolution, alors que la résistance des groupes d'affinité à se dissoudre mettait en évidence l'existence de deux FAI. À partir de septembre 1937, au cours de séances plénières successives, le programme du Congrès de Saragosse fut enterré. L'« idéal » devait être réalisé par étapes, sans « dictature anarchiste », c'est-à-dire, avec la collaboration des autres classes au sein de l'État. La première serait une République fédérale démocratique. Le « circonstancialisme » s'était changé en étatisme pur et dur. Pour le nouvel anarchisme d'État, l'anarchisme n'était plus une pratique quotidienne mais la « philosophie » abstraite d'un parti politique. Les anarchistes étaient entrés dans l'État pour y rester. Par conséquent, ce qu'on pouvait appeler en Juillet une erreur politique ou une incapacité manifeste, ne pouvait être qualifié après Mai que de trahison délibérée. L'année 1937 touchant à sa fin, la majorité des anarchistes avaient cessé de l'être. Ils avaient étés corrompus par l'exercice du pouvoir et par leur immersion dans la politique.

URBANISME ET ORDRE

« L'urbanisme idéal est la projection dans l'espace de la hiérarchie sociale sans conflit. »

Commentaires contre l'urbanisme, I.S. n° 6.

L'URBANISME EST L'ENSEMBLE DE TECHNIQUES qui ont pour objet la transformation des villes en centres d'accumulation de capital. Il rend possible la possession par le capitalisme de l'espace social, qui se recompose d'après les normes que dicte sa domination. Conformément à ce point de vue, l'urbanisme est simple destruction accumulée de sociabilité. En nous en tenant à la situation espagnole, nous diviserons le phénomène de l'urbanisation en trois périodes selon le degré atteint par la destruction du milieu urbain : celle de l'urbanisme bourgeois (1830-1950), celle de l'urbanisme à outrance (1950-1985) et celle de l'urbanisme totalitaire (à partir des années quatre-vingt). Dans les deux premières, l'urbanisme, en tant que technique de la séparation, devait promouvoir l'atomisation et la dispersion des travailleurs que le système productif obligeait à réunir. La troisième période part de l'isolement général de la population, favorisé par la disparition du système manufacturier et la généralisation d'un mode de vie consumériste. L'automatisme de la machine prévaut sur les autres facteurs et modèle l'existence humaine en même temps que tout le fonctionnement du milieu urbain, révélant ainsi l'essence totalitaire de l'urbanisme contemporain.

La longue durée de la première période, celle de la contre-révolution urbaine, indique que la conversion de l'espace en capital et l'apparition subséquente du marché du sol et du logement fut un processus lent. Ses effets destructeurs furent palliés par l'apparition tardive des usines, étant donné le caractère essentiellement agraire de la bourgeoisie espagnole

et la résistance paysanne à la prolétarisation. Jusqu'en 1848 les villes se conçurent comme des noyaux fortifiés. Dès lors furent publiés des arrêtés sur l'alignement des rues. La division territoriale en provinces et la construction de routes réactivèrent les villes qui devinrent capitales, et le désamortissement des biens de l'Église libéra suffisamment de terrain pour que la ville puisse croître sans dépasser ses limites, sauf dans les cas plus dynamiques de Barcelone et Madrid. C'est là qu'apparurent pour la première fois les *quartiers neufs*, division du sol en quadrillages, sans limites ni centre. Le quadrillage était la forme la mieux adaptée au capital ; on obtenait de la parcelle carrée ou octogonale le bénéfice maximal indépendamment des usages ou des besoins sociaux, et en même temps on faisait de l'urbanisation un processus interminable, incitant à l'extension illimitée de la ville. Le quartier neuf, connecté à la ville par des *grandes voies* et des *chemins de ronde*, reflétait l'alliance entre la géométrie et l'argent, faisant de la ville l'image urbaine du capitalisme. Les quartiers neufs furent les premiers quartiers résidentiels spécifiquement bourgeois, illustrant les premiers effets de la contre-révolution urbanistique, c'est-à-dire, d'abord, la conversion d'un secteur de la ville en espace où les rapports humains se réduisent au minimum ; ensuite, la division de la ville en différents quartiers selon les activités ou le niveau économique de leurs habitants, la *zonification*. Le voisinage n'est pas une vertu pour l'usage classiste de l'espace. Souvent, les classes étaient séparées par de larges avenues ou des rues droites qui servaient à la fois de frontière et de voie de pénétration des forces de l'ordre en cas de mutinerie. Les premières tentatives de planification urbanistique furent entreprises pour contrôler les révoltes populaires. Par conséquent, l'urbanisme naquit comme instrument de contrôle qui assurait l'ordre bourgeois, tout comme les prisons modèle, le code civil, et surtout, comme la police, un corps qui apparaît au même moment et s'organise par *districts*, c'est-à-dire, se zonifie.

Le quartier neuf trouva sa contrepartie dans le *taudis*, dévaluation extrême du quartier et du logement. Dans une première phase, la pré-

sence de murailles obligea à une croissance verticale de la ville et à une division des maisons en espaces le plus réduit possible, mal approvisionnés en eau et sans égouts. Les *maisons de rapport* où s'entassaient les journaliers pauvres qui venaient à la ville en quête de travail sont encore une invention bourgeoise. Les murailles, dont la fonction défensive avait été rendue caduque par le développement de l'artillerie, acquéraient une fonction de contention et de maintien de la pauvreté par la surexploitation économique de l'espace. C'est pour cela que leur démolition fut considérée comme un acte de libération. L'urbanisme, en créant les quartiers bourgeois, avait créé en même temps des quartiers ouvriers ; en reléguant la misère, il l'avait rendue visible ; en la concentrant, il l'avait rendue dangereuse et préconisé la nécessité d'un pouvoir capable de la tenir en respect, capable de la chasser de la rue. Ce fut la fonction de la circulation. Le mouvement des voitures s'étendit pour rendre difficile le mouvement des classes reléguées, pour éliminer la rue comme lieu de rencontre, comme espace de communication et comme endroit où passer le temps.

Si la ségrégation est une des caractéristiques de l'urbanisme naissant, l'autre est la prédominance de la circulation, du véhicule privé, image de la prédominance de l'intérêt individuel. Grâce à la mobilité, l'individu fut exproprié de l'espace citadin. La ville se sacrifiait à la circulation. En altérant la vie urbaine, le mouvement supprimait la rue pour l'habitant. Les périphériques, les avenues et les boulevards connectaient la ville à l'extérieur, ils étaient à la fois un moyen de sortie de la marchandise et de pénétration des forces de l'ordre le plus direct possible. Comme le dit le premier urbaniste théorique, Ildefonso Cerdá, « les rues, en tant qu'éléments de la circulation, vastes canaux pour les vents purificateurs et moyens stratégiques pour maintenir l'ordre publique, seront droites et aussi longues que possible » (*Juicio Crítico del Informe del Jurado*). Le périphérique, ou la grande avenue, se superposant aux anciens chemins, conduisit à la *banlieue*, l'avant-poste de l'urbanisation,

le fruit de l'excès de dynamisme économique de la ville. Celle-ci se scinda en centre et périphérie. On peut dire que le faubourg créa le concept de *noyau urbain*, c'est-à-dire, de centre. Le processus fut accéléré par l'arrivée du train. Le chemin de fer fut la cause principale du désordre territorial : il mit sur la carte ou en effaça d'innombrables petites villes et villages, accordant aux uns une décadence tranquille et condamnant les autres à une expansion infâme. La gare fut la porte par où l'industrie entra réellement dans les villes. Ainsi que le nouveau prolétariat : entre 1900 et 1940, trois millions de personnes abandonnèrent la campagne pour devenir des *émigrants intérieurs*.

La parenthèse de la guerre civile marqua un point d'inflexion dans le programme urbanistique. Les barricades du 19 juillet furent l'unique révolution urbaine à avoir lieu dans ce pays. La critique libertaire put avancer quelques propositions révolutionnaires comme la suppression de la propriété urbaine et la municipalisation du logement et du sol, mais la défaite condamna toute mesure émancipatrice. Dès lors l'urbanisme, aux mains de l'État, se fit terroriste et multiplia les destructions. L'urbanisme devint une arme de l'État. Le désordre urbain fut l'aspect le plus édifiant de l'ordre répressif de l'étape du développement à outrance (1950-85). Le franquisme, la forme politique qui domina une grande partie de cette période, fut une dictature industrialisante et édificatrice, une dictature urbanistique.

La morphologie actuelle des villes espagnoles est le fruit de la politique de développement à outrance de la dictature, puis de la transition dite démocratique. La trame urbaine actuelle s'est établie peu à peu à partir des années cinquante, avec les reconstructions de l'après-guerre, l'évacuation de la ville traditionnelle, la croissance industrielle et l'émigration massive de paysans et journaliers. 70% des édifices furent construits à partir de ces années. Les grandes entreprises de construction décollèrent durant les années soixante grâce à la forte demande d'habitacles bon marché. Entre 1962 et 1972 la construction d'appar-

tements absorba 50.2% de la formation brute de capital fixe, une affaire à laquelle les banques participèrent amplement (le capital financier fit un bond spectaculaire et devint hégémonique dans ces années-là). La mécanisation naissante de l'agriculture, l'expansion du système manufacturier et l'apparition du tourisme envoyèrent des millions de personnes à la ville, la structure sociale de la classe ouvrière s'en trouvant profondément altérée. Celle-ci fut logée dans la périphérie, d'abord dans des baraques, puis dans des habitations à loyer modéré, construites tout d'abord sur des parcelles isolées le long des routes ou près des industries, et ensuite dans des *zones industrielles* et des villes *satellites*. C'était la négation de la ville comme foyer de la vie sociale, le déracinement total, l'annihilation même de l'espace dans lequel l'individu comprenait sa condition historique.

L'opposition centre-périphérie et la zonification furent poussées à l'extrême. Autour d'un centre administratif, rempli de bureaux et de sièges officiels érigés selon les canons de l'architecture fasciste, se distribuaient zones résidentielles, *quartiers dortoirs*, maisons de coopératives, rues commerçantes, zones industrielles, logements pour fonctionnaires ou militaires, etc. La construction d'appartements et de routes prit le pas sur la planification à laquelle elle était tenue par une Loi du Sol qui ne fut jamais appliquée. La spéculation détermina le tracé de la ville. Le résultat fut une ville urbanisée par à-coups, chaotique, fragmentée, discontinue, où régnaient les intérêts immobiliers. Mis à part le fait que l'on construisait déjà des *habitations à bon marché* pour les ouvriers durant la Dictature de Primo de Rivera et durant la République, la citation de Debord est tout à fait pertinente pour l'époque : « Pour la première fois une architecture nouvelle, qui à chaque époque antérieure était réservée à la satisfaction des classes dominantes, se trouve directement destinée *aux pauvres*. La misère formelle et l'extension gigantesque de cette nouvelle expérience d'habitat proviennent ensemble de son caractère *de masse*, qui est impliqué à la fois par sa destination et par

les conditions modernes de construction.» (*La Société du Spectacle*). Les blocs d'appartements obéirent à la règle d'un maximum de personnes dans un minimum d'espace. Les groupes de blocs ou d'entrepôts au milieu de nulle part devinrent l'élément principal du paysage urbain. Des formes froides sans identité, sans références, sans aucune possibilité de vie communautaire, prises au piège des routes à quatre voies et des périphériques, dans lesquelles se forgea un prolétariat sans histoire, massifié, avec une conscience de classe épithéliale, trop perméable à l'influence de « prêtres ouvriers » et de « leaders » verticaux, quand il n'était pas accro au foot et aux voitures, vulnérable aussi bien à la consommation qu'au discours démagogique du syndicalisme intégrateur. La télévision et le militantisme catholique et stalinien nacquirent dans le même chou. *Les mouvements de quartiers* apparurent à la fin des années soixante en réponse à l'entassement et à l'abandon de la part des « autorités ». Ce fut un mouvement revendicatif modéré, centré sur la demande de services de base et d'espaces verts, qui ne remit jamais en question le modèle du développement à outrance et élabora encore moins une alternative. Des écoles, des égouts, de l'éclairage, des garderies, de l'asphaltage, des autobus, des hôpitaux, etc. semblaient pouvoir être le remède à tous les maux. Et quand ces problèmes quotidiens réels, n'étant pas résolus devenaient politiques, on subordonnait les critiques plus profondes à un changement de régime. Les dirigeants des associations de quartier n'étaient pas étrangers à cette mise en suspens. La question du logement se sépara de la question sociale et chercha des solutions dans le marchandage politique. Par conséquent, la lutte pour l'habitabilité (pour la *qualité de vie*) ne déboucha pas sur un projet de reconquête de la ville. Cette autolimitation fut fatale au mouvement, qui perdit l'occasion de jouer son rôle historique au moment où les assemblées de quartier étaient nombreuses, et il se convertit à partir de 1976 en simple appendice des conseils municipaux.

Une des conséquences de l'éclatement des villes, de la séparation radicale entre lieu de travail et logement, entre centre administrativo-commercial et périphérie habitée, fut un trafic frénétique entre le noyau urbain et la zone suburbaine, que les transports publics furent incapables d'assurer. La solution se traduisit par une plus grande artificialisation de la vie humaine : à partir des années soixante, l'automobile fit son apparition et transforma les villes en un cancer. Le bruit, la pollution atmosphérique et les déchets aggravèrent le mal. Les rues se remplirent peu à peu de véhicules et devinrent bientôt de gigantesques parkings (Barcelone passa de 25.000 véhicules en 1960 à un demi-million dix ans plus tard). Les voies rapides furent alors le principal agent de l'aménagement du territoire. Les mots avec lesquels l'urbaniste d'avant-garde LE CORBUSIER annonçait en 1925 l'avènement de l'époque des « machines à habiter » semblaient sinistres : « la ville de la vitesse est la ville du succès » (*Urbanisme*). La ville perdit ses limites et continua à vider ses quartiers historiques (dans les années quatre-vingt seulement 10 à 18% de la population citadine vivait dans la vieille ville). La « *Charte d'Athènes* », programme de la rationalisation urbaine capitaliste, établissait que « la limite de l'agglomération sera fonction de son rayon d'action économique ». En trente ans, les villes furent transformées en vulgaires agglomérations. La population pauvre continua à être centrifugée moyennant des déviations, des voies de dégagement, des boulevards périphériques et des autoroutes. L'équilibre séculaire entre ville et paysage fut définitivement ruiné. La plaie de la motorisation privée fut l'instrument qui finit non seulement de prolétariser le travailleur, dont le mode d'existence se configurait en fonction de la voiture, mais fut aussi la cause principale de la destruction de l'environnement rural et naturel des villes, contribuant à la contamination, facilitant la fréquentation massive de la *métropole* – qui devenait de plus en plus insupportable – et la

reliant aux résidences secondaires et aux appartements balnéaires. Malheureusement, la ville se redéfinissait comme une atteinte à la nature. La voiture entraîna le gaspillage de l'espace et la destruction totale de la ville comme lieu à dimension humaine. Ce fut un des facteurs à l'origine de l'apparition de la société de masses, en entendant par masses ces vastes couches de population neutre incapables d'accéder à la conscience d'intérêts communs.

L'urbanisme concentrationnaire qui prit la relève indiquait l'avènement de nouvelles structures de pouvoir et d'un nouveau type de société. La classe dominante, une bourgeoisie nationale patronale sous la tutelle d'une dictature militaire, avait évolué vers un conglomérat politico-financier connecté aux flux économiques internationaux. Toutes les caractéristiques destructives de la politique de développement à outrance furent poussées à l'extrême : ségrégation, motorisation, verticalisation, contrôle social, perte de forme, disparition de la limite urbaine, etc. ; la ville était plus que jamais concentration de pouvoir et instrument d'accumulation du capital. Le caractère totalitaire du nouveau pouvoir de classe se fit sentir dans sa volonté de ne rien laisser échapper à la standardisation et à la spéculation, c'est-à-dire, à l'économie autonomisée, pas la moindre portion de territoire, pas le moindre aspect de la vie de ses habitants, une vie sans relation, qui s'écoule principalement à l'intérieur d'une voiture ou devant un écran : « l'existence quotidienne se conformera aux exigences de la machine » (LEWIS MUMFORD, *La cité à travers l'Histoire*). Ce qui différencie cet urbanisme de l'urbanisme outrancier, plus que le recours au spectacle, c'est la volonté ordonnatrice ; le chaos déshumanise au hasard, mais personne n'échappe à la planification. Pour que la ville devienne l'espace de l'économie sans entraves, le droit à urbaniser dut dépasser le droit de propriété (voir la loi de 1998 concernant le régime du sol et les évaluations) et les techniques de surveillance durent atteindre des niveaux impensables sous prétexte de Jeux Olympiques

ou d'Expo[1]. Ces événements furent de grandes opérations policières. Désormais aucun quartier, ni village, ne pourra se prévaloir d'être un *fait urbain* à part, en marge des intérêts qui détruisaient le reste de la ville, pas plus qu'aucune manifestation ne pourra se sentir protégée par le caractère juste de sa cause. Les habitants du district valencien de La Punta, victime de la logistique du port, et ceux du quartier El Cabanyal, au dessus duquel est suspendue une épée de Damoclès en forme d'autoroute, le savent bien à présent. Les politiques de table rase avec le territoire et de *tolérance zéro* avec la protestation préparèrent le nouvel art de gouverner. Le milieu urbain consomma sa destruction et supprima une fois pour toutes l'opposition campagne-ville, désintégrant les quartiers des faubourgs et dissolvant le monde rural en un mélange aléatoire d'éléments urbains et agraires en décomposition. Si la ville au temps de la politique de développement à outrance fut un abcès, celle qui lui a succédé est une prison.

La dernière phase de la politique de développement à outrance s'écoule « démocratiquement » entre 1975 et 1985 avec le boom de la suburbanisation et la crise industrielle. Ce fut la dernière période de la lutte des classes et celle de l'association entre les intérêts politiques et ceux du secteur de la construction, celle de la corruption qui finança les partis et enrichit les dirigeants. À partir de 1979, année d'élections municipales, les partis s'étaient efforcés de dissoudre les mouvements de quartier et ce qu'il restait n'en était évidemment pas même l'ombre. Les administrations locales et celles des provinces autonomes avaient découvert le marché foncier et l'utilisaient pour se financer, en accord avec les spéculateurs, complétant de cette manière l'œuvre de la politique de développement à outrance. C'est pour cela que les Plans Généraux d'Aménagement Urbain des conseils municipaux soi-disant démocratiques n'arrivèrent que tardivement et se limitèrent à pallier

[1] Comme par exemple à Séville et à Barcelone en 1992. (NdT)

les imperfections, améliorer les accès et créer des places de stationnement (ce qui en son temps fut appelé « urbanisme de ravaudage »). En Espagne, la nouvelle classe dirigeante se consolida plus avec la spéculation immobilière et la corruption politique qu'avec la spéculation boursière. En 1989, le prix du logement augmenta brusquement de 25,7%. Depuis lors les prix se sont multipliés par six, la hausse étant plus élevée sur la côte et dans les capitales. Il n'est pas étonnant que, par exemple, le sol urbanisé du Pays Valencien se soit agrandi de 60% durant les dix dernières années, particulièrement celui des maisons jumelles, des terrains de golf, des nationales et autoroutes, des ports de plaisance, des grandes surfaces et des décharges, révélant la *durabilité* du style de vie promu par la domination.

Les nouvelles technologies rendirent possible la mondialisation et la dissolution de la vieille classe ouvrière ; la formation de nouvelles élites fut réalisée après sa défaite. Elles se caractérisent par l'ordinateur et le téléphone portables, par la hâte. Nées de la fusion de l'administration, de la politique et des finances, elles requéraient un nouveau modèle de ville, creux, mécanique, uniformisé, s'alimentant du district urbain. Une ville parasite, sans ouvriers ; une *tiranopolis* avec un centre muséifié et des lieux publics festivalisés, avec des « ouvertures sur la mer », des fétiches technologiques, des trains à grande vitesse, des tours géantes, des méga ports et des aéroports. Une ville avec quelques habitants dociles, dont le sommet politico financier soit dissimulé derrière de *nouvelles zones de centralité*, c'est-à-dire derrière de grands centres commerciaux, les cathédrales de la consommation qui réordonnent la vie des quartiers. Une ville d'automobilistes, d'hommes d'affaire, d'acheteurs et de retraités, où chaque citadin devait se sentir visiteur, client ou passager. Une ville image qui s'offrait comme une marchandise, qui tâchait d'attirer les touristes, de décrocher les capitaux et de séduire les cadres supérieurs (Barcelone est passée de 2,5 millions de nuitées dans des hôtels en 1990 à 8 millions en 2000). En résumé, une ville comme

celles d'aujourd'hui. Une ville de dirigeants en mouvement perpétuel, puisqu'une caractéristique des membres de la nouvelle classe est que ceux-ci ne sont à leur place que quand ils circulent. Une ville dont le dernier mot revient aux grandes infrastructures : les M-30, les *rondas* du « haut » ou du « bas »[2] et les boulevards périphériques d'un côté ; le TGV, les méga-ports et les aéroports transcontinentaux de l'autre.

Les nouvelles méthodes urbanistiques tâchent d'effacer les traces historiques, d'organiser l'oubli. Si l'urbanisme outrancier mit du temps à éliminer les derniers signes des combats livrés par les anciens habitants contre les classes qui les opprimaient, l'urbanisme totalitaire actuel, qui planifie en grand, change l'identité de villes comme de veste. Par exemple, quelques années ont suffi à ce que Bilbao perde tout son paysage industriel lié aux chantiers navals et à la sidérurgie, le théâtre de grandes batailles sociales, tandis qu'ils montaient à la place tout un cirque thématique d'architecture internationale « de marque », reflet de la servitude des masses solitaires devant la technique. L'élévation du musée Guggenheim près du terrain vague de l'usine Euskalduna symbolise la transition de la ville industrielle et prolétaire à l'auberge compétitive du spectacle. Les nouvelles constructions transmettent aux habitants l'expérience d'une solitude extrême. En raison du fait qu'elles se trouvent partout constituant des non lieux, elles fixent l'identité du pouvoir global, montrant sa barbarie technologiquement équipée sur toute la planète. C'est l'unique identité que peut posséder la non ville, paysage exclusif de l'absence historique.

Les élites émergentes se consolident doublement avec la réurbanisation « logistique ». La construction, le financement, la gestion et l'exploitation des grandes infrastructures incorporent de par la loi le *secteur privé*, en finissant avec la notion même de service public. Le cas de Barcelone mérite une attention particulière. Ses dirigeants, se sentant

[2] Rocades de Madrid et de Barcelone. (NdT)

les héritiers de la bourgeoisie des Expositions Universelles, formulèrent le programme d'urbanisation spectaculaire de masses « Barcelone 92 ». La formule n'est pas secrète : si les deux tiers de l'investissement sont privés, d'après le maire Clos, nous serons devant « un modèle de transformation typiquement barcelonais ». Ce modèle exclusif a contribué à fomenter une spéculation folle qui a expulsé de la ville des milliers d'habitants (la ville de Barcelone occupe une surface de 100 km² dans laquelle habitent un million et demi d'habitants, 300.000 en moins qu'il y a quinze ans ; le district urbain comprend 3000 km² et 4,5 millions d'habitants y vivent, y compris ceux de la ville). Barcelone est une réserve d'espace-marchandise et ses dirigeants misent sur le fait qu'elle le soit encore beaucoup plus : voila la mission du « Forum des Cultures 2004 ». Et à titre d'exemple de culture : belle comme la rencontre entre un cloaque et une mer de voitures dans un spectacle culturel, voici la définition que donne Clos de la construction d'une grande place au-dessus d'une station d'épuration: « un échantillon des paradigmes culturels du XXI[e] siècle ». Nous savions déjà qu'un maire n'est pas maire tant qu'il ne produit pas de monuments, mais jusqu'à Clos, l'originalité de la révolution culturelle des conseils municipaux s'était limitée à des palais des congrès superflus et à des auditoriums inutiles. Il arrive souvent que dans le langage des dirigeants, les mots signifient le contraire de ce qu'ils nomment, comme c'est le cas pour « écologie urbaine », « équilibre territorial » ou « vertébration », des étiquettes à poser pour vendre l'urbanisme poubelle, la destruction du territoire ou la désarticulation. De cette façon, Clos appelle culture ce qui n'est rien d'autre que des détritus.

Si à force de consumer et de se consumer la ville a cessé d'exister, le citadin lui aussi. Ainsi que les quartiers et les mouvements de quartier. Dans une anomie spatiale absolue, il n'existe rien qui soit digne de ce nom. La vie des individus se réduit aux mouvements réflexes conditionnés par les moyens techniques qui la colonisent. Avec la disparition

de tous les espaces publics, la vie se replie sur le privé et se retranche dans les appartements. Une population sans autonomie, complètement dépendante de ses prothèses mécaniques, ne se rebelle, ni ne communique. Les lieux ouverts comme les places, les rues, les halls, les escaliers, les jardins, les parkings, etc., sont devenus un no man's land. Dans ce *cocooning* populaire, le discours sécuritaire s'impose. Une partie de la population se sent à découvert face à l'autre partie et réclame le contrôle policier de cette zone intermédiaire. Le nouvel urbanisme a l'effet pervers d'avilir la population qui le subit. Il semble que la question sociale existe, mais seulement sous forme d'un problème de sécurité. Le système dominant se sait vulnérable et craint les gens qu'il a marginalisés et expulsés. Et ce pour deux simples raisons : premièrement, parce que toute l'agglomération urbaine peut être paralysée par une panne de courant en série ou par un simple embouteillage. Deuxièmement, parce que la ville entière est une vitrine à la merci d'un *casse à la voiture bélier* général. Un hypermarché rempli de marchandises en mouvement qu'il faut protéger d'envahisseurs potentiels, qui ne peuvent être autres que ceux qui les désirent sans les avoir à leur portée. Voici la clef pour comprendre l'urbanisme totalitaire : c'est le moyen d'assurer avec rapidité un contrôle total de l'ennemi qui, à un moment donné, à cause d'une avarie urbaine, incline le rapport de forces en sa faveur, et quoiqu'il ne parvienne pas à libérer d'espaces, tout au moins les dévaste. Ce qui nous porte à supposer que toutes les révoltes futures dans ces espaces de l'aliénation commenceront au hasard moyennant d'imposants pillages et de non moins imposantes destructions. Un chaos viendra résoudre un autre chaos.

Pour terminer, nous mentionnerons l'ancienne dénomination de l'urbanisme comme médecine des villes, une médecine de celles qui tuent les patients. À vrai dire, l'urbanisme se reflète plutôt dans les maladies qu'il a provoquées au long de son histoire. Si la tuberculose fut la maladie emblématique de l'urbanisme bourgeois et le cancer

celle de l'urbanisme à outrance, celle qui définit le mieux l'urbanisme totalitaire est la folie. La contre-révolution urbaine créa dans ses deux premières étapes des conditions de plus en plus inhospitalières pour les corps. Dans la troisième elle tua l'âme. L'horreur urbaine qui représente cette mort est telle que, pour reprendre la ville en tant que projet de vie communautaire, il faudra démolir jusqu'à ses propres ruines.

LE POIDS DE LA MÉMOIRE

Le mouvement libertaire a un passé si chargé de faits et de conséquences que lui faire face a toujours été un problème. Tout n'a pas été que victoires, succès et héroïsme. Il y a eu des erreurs, des trahisons et surtout des défaites. Les premières ne posent pas de difficultés mais les dernières sont dures à digérer. Le poids de la responsabilité que le passé traîne avec lui, laisse les libertaires pratiquement K.O. Le pire dans ce cas, c'est de faire l'autruche. On ne peut pas détourner le regard chaque fois qu'apparaît un fait trouble ou une donnée défavorable. Le tribunal de l'Histoire a déjà jugé le mouvement et fait le bilan, montrant sans appel les héros et les vendus, les authentiques et les circonstanciels. Il ne s'agit donc pas de fixer une orthodoxie à partir de laquelle distribuer des brevets d'anarchisme. Il s'agit de quelque chose de plus difficile : amener le passé au présent pour lui donner du sens. Recouvrer la mémoire, non pas pour faire comme avant, mais pour comprendre le moment présent. Qui ignore son passé est condamné à en répéter les faux pas ; la mémoire est la seule chose dont ne peuvent se passer les vaincus. C'est l'arme la plus importante, parfois la seule qu'il leur reste. La pseudo-opposition franquiste ferma les yeux au nom d'un pacte avec l'Église et l'appareil de l'État, avec la bénédiction des dirigeants de la classe dominante de la génération qui ne fit pas la guerre. La Guerre Civile cessa d'être une guerre de classes pour devenir une « inutile tuerie fratricide », quelque chose de lamentable, où tous furent en partie coupables. La soi-disant réconciliation donna le jour à un régime qui s'autoproclama démocratique où il n'y a pas de fascistes avoués mais où tous ont quelque chose de fascistes. Il n'y a pas de démocratie mais un fascisme doux : les formes diront une chose, mais la peste émotionnelle, la justice et les prisons en disent une autre. Il faut remarquer qu'il y eut aussi parmi les libertaires des partisans

de l'oubli et que cela précipita le mouvement dans une dynamique de réformisme et de bureaucratisme qui lui fit perdre l'opportunité historique d'influer sur les combats sociaux des années soixante-dix, la dernière période de la lutte des classes. L'image d'un passé centré sur une CNT sans failles est fausse et l'a toujours été. L'oubli peut être le baume des blessures du passé, parce qu'en savoir trop conduit à des conclusions difficiles à assumer émotionnellement ; la mémoire nous maintient dans nos convictions mais elle peut affecter la partie sentimentale et provoquer un rejet. Cette attitude est compréhensible chez ceux qui ont vécu les combats d'antan, mais pas chez ceux qui ne furent pas dévorés par leurs cruelles alternatives. L'oubli est aujourd'hui un fruit empoisonné de la domination lié à la fin de l'action autonome du prolétariat. Il accompagne le réformisme et la soumission dans le panier des conditions sociopolitiques actuelles. C'est pour cela que les ponts de la mémoire sont si importants dans les luttes sociales.

Les rebelles sans mémoire sont des rebelles désarmés. Ils n'iront pas au devant des faits, au contraire, ce sont les faits qui les entraîneront. La mémoire est le ciment des nouveaux collectifs sociaux, ce qui donne du contenu à leurs luttes et aspirations, ce qui empêche les individus de se sentir seuls et de se replier sur eux-mêmes, les fait affronter le monde et le transformer. Le mouvement libertaire actuel ne peut pas mettre un point final au souvenir, mystifier son passé et s'occuper d'autre chose. Son futur et celui des luttes sociales actuelles dépendent du fait qu'il récupère et mette à profit son histoire. Il n'a d'autre choix que continuer sur sa trajectoire et devenir l'option révolutionnaire de l'époque, ou se dénaturer en participant au jeu spectaculaire de la domination. Faire peur ou faire pitié. C'est vrai que des gens douteux se disent anarchistes, que des choses honteuses ont été faites, et même continuent à se faire, au nom de l'anarchisme ; mais l'immense majorité des réalisations sont des réussites sociales inégalables. La révolution espagnole fut l'unique révolution sociale entièrement prolétaire et tout

projet révolutionnaire devra forcément s'en inspirer. L'héritage est par conséquent positif. Cela dit, il existe une autre forme d'oubli : la dissolution de la mémoire moyennant l'idéalisation du passé. Ceci ne sert qu'à satisfaire le narcissisme de secteurs retardataires qui se nourrissent de rêves. Par ailleurs, l'idéalisation de la phase républicaine de l'ordre bourgeois inspira des fantasmes de pouvoir chez la population impuissante qui obéit aux partis. L'idéalisation est une manière douce de liquider le passé et de le convertir en un instrument de propagande.

La spécificité de la scène politique espagnole fait qu'un parti – la « gauche » – nie l'existence d'une révolution libertaire pour ôter à l'autre parti – la « droite » – la légitimité qu'il cherche à fonder sur la nécessité de sa répression sanglante. Cet antagonisme put être dépassé grâce au pacte de l'oubli de la « Transition », qui n'a servi finalement qu'à favoriser le retour des mythes franquistes et l'essor de l'historiographie la plus réactionnaire. Plus réactionnaire même que celle de Fontana[1]. C'est pourquoi la démocratie actuelle est un système d'amnésiques. L'oubli contribue à la désorientation, augmente le sentiment d'insécurité des individus, en détruisant leurs racines historiques et en ruinant leur autonomie. La perte de subjectivité les rend inaptes à contrôler et à dominer les circonstances qui les entourent ; l'identification aux modèles offerts par le spectacle s'impose alors par défaut. Les libertaires ne doivent rien oublier ; ce sont les seuls qui trouveront leur cause dans la mémoire. Le souvenir les aidera à dépasser les contradictions et à avoir un véritable présent.

[1] Historien universitaire stalinien (NdT)

POSTFACE À L'ÉDITION ESPAGNOLE DE L'« HISTOIRE DE DIX ANS »

L'« Histoire de dix ans », publiée par le groupe de l'Encyclopédie des Nuisances (EdN) en février 1985, voulut être le bilan de la « première époque de la révolution prolétarienne moderne » commencée en 1968. Pour l'EdN, le prolétariat était parvenu à mettre en crise le système de domination dans plusieurs pays, mais s'était arrêté face à l'ampleur de la tâche historique qu'impliquaient les conséquences de son action. De sorte que ce système s'était modernisé et était passé à la charge, décomposant les milieux ouvriers et rendant la contre-attaque impossible. L'EdN tâchait d'analyser à fond cette défaite qui ne laissait derrière elle ni ligne de démarcation avec l'ennemi capitaliste, ni « conclusions générales irréversibles ». À mesure que la domination spectaculaire occupait le terrain social, les « conditions subjectives de la révolution » se dégradaient et l'aliénation faisait des ravages. Avec le territoire du combat se perdait la mémoire, et avec la mémoire, l'idée même d'un projet d'organisation sociale autonome. Cette critique sans concessions permit une lucidité grâce à laquelle il fut non seulement possible de diagnostiquer le « mal » de l'époque, mais aussi d'y chercher un antidote. L'EdN se distanciait des groupuscules gauchistes et prositus qui, s'identifiant à un prolétariat abstrait et comptant sur l'apparition imminente de « conditions objectives » révolutionnaires, croyaient s'épargner le travail de le connaître et de l'appuyer et se maintenaient dans une période d'attente. Mais elle se distanciait aussi, du moins sur ce point, de l'Internationale Situationniste (I.S.), qui avait justifié sa dissolution de manière triomphaliste : l'I.S. n'était plus nécessaire parce que les situationnistes étaient partout. L'EdN partait de l'autre extrême : comme le démontrait le reflux post Mai 68, le prolé-

tariat situationniste capable de rendre la réflexion théorique superflue n'existait pas. Puisque la fusion de la conscience historique et de la révolte contre la société du spectacle ne pouvait plus être attendue comme résultat inévitable des conditions dominantes, il fallait travailler en faveur d'« un point de vue critique unifié » qui ouvre des perspectives de dépassement. Pour cela, l'EdN agirait de la façon suivante : au lieu de faire connaître une nouvelle théorie générale critique de la société, elle procèderait à l'actualisation de cette critique en la reliant à des faits concrets de mécontentement, à des protestations contre les nuisances. Ainsi, elle pensait prolonger la condamnation de ce monde prononcée par la théorie révolutionnaire de la période précédente, c'est-à-dire, par la théorie situationniste.

Par *nuisance*, l'EdN entendait non seulement les divers excès du système productif, le caractère nocif de ses produits ou les facteurs « techniques » qui menaçaient la vie des personnes, mais aussi la séparation réelle entre les individus et les résultats de leur activité, responsable de l'exécrable existence de spécialistes[1]. Il faut chercher l'origine du concept et le point de départ encyclopédiste dans les « Thèses sur l'I.S. et son temps », concrètement dans la thèse 17 :

« La pollution et le prolétariat sont aujourd'hui les deux cotés concrets de la *critique de l'économie politique*. Le développement universel de la marchandise s'est entièrement vérifié en tant qu'accomplissement de l'économie politique, c'est-à-dire en tant que « renoncement à la vie ». Au moment où tout est entré dans la sphère des biens économiques, même l'eau des sources et l'air des villes, tout est devenu *le mal économique*. La simple sensation immédiate des « nuisances » et des dangers, plus oppressants à chaque trimestre, qui agressent tout d'abord et principalement la grande majorité, c'est-à-dire les pauvres, constitue déjà

[1] « Discours préliminaire », *Encyclopédie des Nuisances*, n°1, Paris, novembre 1984.

un immense facteur de révolte, une exigence vitale des exploités, tout aussi *matérialiste* que l'a été la lutte des ouvriers du XIX^e^ siècle pour pouvoir manger… »[2]

Tout au long de sa trajectoire, l'EdN tâchera de se maintenir dans la ligne marquée par la critique situationniste tardive tout en rompant avec l'hypothèse de base du devenir révolutionnaire obligé de la « classe de la conscience ». Si le caractère essentiellement nouveau de son travail critique l'éloignait du point de vue de l'I.S., l'extrémisme cohérent de la théorie situationniste la renvoyait à l'orthodoxie. L'ex-collaborateur et ennemi occulte de l'EdN, Guy Debord, écrivait à son factotum, Martos, contrarié à propos du numéro 12 de la revue : « Dans ce numéro, l'I.S. est davantage citée que dans les onze précédents… ».[3] Dans ces circonstances, les vieilles vérités des années soixante étaient toujours valables dans les années quatre-vingt. Ainsi donc, la destruction des milieux ouvriers ne signifiait pas la disparition du prolétariat, « la plus grande des forces productives », puisque si « l'expropriation de la vie existe, la lutte des classes aussi ». Ces conclusions, mises en doute par le développement technologique et l'atomisation sociale qui parachevèrent la défaite prolétaire, et par le caractère irréversible de celle-ci, étaient réaffirmées cinq ans plus tard dans un texte semblable à l'« Histoire de dix ans » intitulé « Ab Ovo »[4]. Le nouveau bilan avançait cependant que le projet révolutionnaire du prolétariat ne pouvait pas se baser sur l'appropriation des moyens de production, sur leur *détournement* par les travailleurs – étant donné qu'ils étaient inutiles à la construction d'une vie libre – mais sur leur transforma-

[2] *La Véritable scission dans l'Internationale, circulaire publique de l'Internationale situationniste*, Paris 1972.

[3] Lettre du 29 février 1988, dans *Correspondance avec Guy Debord*, Le fin mot de l'Histoire, Paris, 1998.

[4] « Ab Ovo », *Encyclopédie des Nuisances*, n°14, Paris, novembre 1989.

tion intégrale (beaucoup plus tard, quand elle connut le manifeste de Théodore Kaczynski et se rallia à la critique anti-industrielle, l'EdN parlerait de démantèlement de l'appareil productif). Suivant le chemin montré par Hannah Arendt[5], elle qualifiait la société de société de masses atomisées et taxait la démocratie spectaculaire de système totalitaire moderne, sans terrorisme policier ni parti nazi. Tout ceci se rattachait difficilement au concept habituel de prolétariat, élément typique d'une société de classes, complètement différente de la contemporaine, mais l'existence du prolétariat était garantie par une nouvelle définition : il était le sujet des luttes contre les nuisances, celles que les idéologues de la domination appelaient luttes « en défense de l'environnement » ou luttes écologistes. La lutte des classes, ayant disparu des usines, survivait sous cette nouvelle forme. Les braises de la contestation antinucléaire et la crise générale de la bureaucratie, manifeste dans l'effondrement du système soviétique, la révolte chinoise et les reculs stimulants du parti stalinien polonais, incitaient à l'optimisme. Mais de toute manière, l'EdN ne voulait pas en démordre et comptait sur la possibilité de la formation collective d'un point de vue critique dans les luttes contre les phénomènes nocifs. Quoiqu'elle n'envisageât plus la théorie situationniste comme n'étant « que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux », elle la considérait comme « un minimum » qu'il fallait renforcer et développer. Ces allers retours vers l'I.S. furent typiques de l'EdN dans toutes ses périodes. Elle était capable de poser la question sociale dans ses dimensions historiques réelles, et même de fournir à l'époque quelques idées subversives, mais le prestige de la théorie la plus radicale de son temps eut raison de son acharnement. Pour les membres de l'EdN, la théorie situationniste n'était pas un savoir fini propre à une époque passée, avec d'énormes mérites

[5] *Le système totalitaire*, Hannah Arendt, New York, 1951.

quoiqu'en cours de récupération par le système dominant, mais, comme dirait Hegel, une théorie valable qui, étant chronologiquement la dernière, résultait de toutes les précédentes et contenait tous leurs principes. Si l'on peut, au fil des numéros, suivre la piste d'éléments d'une critique objective *distincte*, et c'est ainsi que le comprirent et le dénoncèrent ses ennemis, l'unique jugement critique sur l'I.S. fut porté *ad hominem* ; il se référait exclusivement à la pratique de celle-ci et non aux logiques insuffisances de caractère théorique qui pouvaient se manifester face à une situation entièrement nouvelle[6]. Les nuisances furent définies comme la dernière contradiction entre les forces productives et les rapports de production ; et la lutte contre les nuisances devint une copie de la lutte des classes. Avec cette opération de sauvetage par transfert, on éludait l'évidence : si le mouvement ouvrier classique avait périclité, les luttes postérieures souffriraient des conséquences de la défaite et seraient nécessairement faibles et limitées. Ce qui dans « Histoire de dix ans » étaient des contradictions mineures, s'étaient converties dans « Ab Ovo » en entraves idéologiques. Mais les encyclopédistes, qui furent toujours plus activistes que théoriciens, se tirèrent de l'erreur par la pratique ; en effet, on put bientôt vérifier *en direct* que les luttes contre les nuisances étaient facilement récupérées par les écologistes et les conseillers municipaux, leurs protagonistes restant volontairement éloignés de toute critique révolutionnaire, preuve de leur manque absolu de conscience de classe dans la crise territoriale et environnementale. Bien sûr que le prolétariat existait, peut-être même plus que jamais, mais pas sous forme de classe. Étant dispersé dans la société de masses, il n'existait pas « pour soi », il ne connaissait pas sa vérité et n'était à même de l'extraire d'aucune lutte. Les individus prolétarisés, expropriés, se trouvaient enfermés dans les misères de leur vie privée, et cette réclusion volontaire était si profonde qu'aucun

[6] « Abrégé », *Encyclopédie des Nuisances*, n°15, Paris, avril 1992.

intérêt général, ni de classe, ne pouvait se cristalliser à partir de la somme des intérêts particuliers. Le grand succès de la domination était la *séparation totale* des individus, la base du capitalisme moderne et du fascisme politique. La nouvelle « classe ouvrière », le prolétariat qui souffre des nuisances et le sait, ne pouvait être que la négation abstraite de la classe dominante rénovée et transformée, mais en aucune manière un sujet historique réel. L'EdN ne s'était pas trompée en postulant que la nocivité était l'essence même de la production de marchandises en y indiquant le caractère principalement nocif de la séparation ; l'erreur consistait à affronter de telles évidences en misant sur une recomposition prolétaire. L'énigme du prolétariat fut résolue tardivement, alors que l'EdN avait cessé d'exister en tant que groupe organisé et ne se manifestait plus que de manière occasionnelle. Dans les années quatre-vingt-dix, la portée de la dépossession et de la misère des individus que l'on devinait à peine dix ans auparavant se montrait au grand jour. La subversion situationniste était impunément récupérée par l'appareil culturel et médiatique de la domination et convertie en « dernière forme du spectacle révolutionnaire »[7]. Moyennant l'analyse des grèves de décembre 1995 en France, elle se heurta à un prolétariat spectateur de lui-même, dont les luttes se déroulaient dans les médias et étaient administrées par leurs employés. Posthumément, l'EdN rompit avec la tradition situationniste et la dépassa, dénonçant une lutte des classes virtuelle, un phénomène médiatique et un spectacle de masses[8].

De toute évidence, la déraison dominante a suivi son cours et a fini d'édifier son monde. Le terrain social sur lequel pourrait naître une réflexion critique disparaît à pas de géant et avec lui, la possibilité d'un

[7] Lettre de Debord « à tous les situationistes », 28-I-1971, volume IV de la *Correspondance*, édité par Fayard, Paris, 2004.

[8] *Remarques sur la paralysie de décembre 1995*, Encyclopédie des Nuisances, Paris, 1996.

sujet historique émergent qui l'effectue. Bien entravée par les mécanismes de récupération, la révolution n'est plus un scandale. Quand les gestes de la révolte deviennent des valeurs marchandes la révolte est impossible. Le besoin d'une théorie critique radicale qui nous aide à comprendre la réalité et à marquer une stratégie pour la changer, telle que la préconisait l'EdN, se fait sentir, mais étant donné l'état lamentable des individus sous le totalitarisme de la marchandise et les mécanismes de répression et contrôle mis en marche, le principal serait non plus l'interprétation du monde, mais la survie face aux conditions aliénantes extrêmes qui le gouvernent ; quand un bateau coule un traité de navigation est moins intéressant que de savoir construire un radeau. Pour échapper au rouleau uniformisateur et destructeur du capitalisme global, pour l'instant, on aurait plutôt besoin, comme le dit avec un certain humour ironique Jaime Semprun, d'un manuel d'horticulture[9]. La dégradation des êtres humains en est arrivée à un tel point qu'il est difficile de croire que le monde aboutira à autre chose qu'à la barbarie, quand, si nous prenons le temps d'y penser, ils sont déjà en train de nous y installer. Ce qui est urgent, ce sont les tactiques de résistance immédiate, la circulation des idées, la sauvegarde du débat public, les pratiques de solidarité effectives, la volonté subversive, la conservation de la dignité personnelle, la sécession du monde de la marchandise, la préservation de la mémoire, la survie d'un minimum de langage critique autonome… soit, tout ce qui maintient un peu de lumière dans le chaos. Dans le meilleur des cas, la critique révolutionnaire viendra bien, et au pire, peu importera qu'elle vienne ou pas.

[9] « Le fantôme de la théorie », Jaime Semprun, dans *Nouvelles de nulle part* n°4, Paris, septembre 2003.

QUE FUT L'AUTONOMIE OUVRIÈRE?

Le mot « autonomie » a été lié à la cause du prolétariat dès ses premières interventions comme classe. Dans le *Manifeste communiste*, Marx définissait le mouvement ouvrier comme « le mouvement autonome de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité ». Plus tard, mais en se basant sur l'expérience de 1848, dans « De la capacité politique de la classe ouvrière », Proudhon affirmait que pour que la classe ouvrière agisse d'une manière spécifique, il fallait qu'elle remplisse les trois exigences de l'autonomie : qu'elle ait conscience d'elle-même, que par conséquent elle affirme « son idée », c'est-à-dire, qu'elle connaisse « la loi de son être », qu'elle sache « [la] traduire par la parole, [l']expliquer par la raison », et qu'elle tire de cette idée des conclusions pratiques. Aussi bien Marx que Proudhon avaient été témoins de l'influence de la bourgeoisie radicale dans les rangs ouvriers et essayaient de faire en sorte que le prolétariat se sépare d'elle politiquement. L'autonomie ouvrière fut exprimée définitivement dans la formule de la Première Internationale : « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Dans l'étape qui suit l'insurrection de la Commune de Paris et dans la double polémique entre légalistes et clandestins, collectivistes et communistes, qui divisait le mouvement anarchiste, la question de l'autonomie dérivait vers le problème de l'organisation. Dans des conditions de recul révolutionnaire et de répression croissante, la publication anarchiste de Séville *L'Autonomie* défendait en 1883 l'indépendance absolue des Fédérations locales et leur organisation secrète. Les communistes libertaires élevaient au rang de principe la négation de l'organisation de masses. Les collectivistes catalans écrivaient dans la *Revue Sociale* que « les communistes anarchiques n'acceptent que l'organisation de groupes et n'ont pas de sections organisées par métiers, de fédérations locales ou

régionales [...] La constitution de groupes isolés, aussi complètement autonomes que leurs individus, qui souvent, n'étant pas d'accord avec l'opinion de la majorité, quittent un groupe pour en constituer un autre... » (n°12, 1885, Sants). Le concept d'autonomie se déplaçait vers l'organisation révolutionnaire. En 1890, il existait à Londres un groupe anarchiste d'exilés allemands dont l'organe d'expression *L'Autonomie* soulignait effectivement la liberté individuelle et l'indépendance des groupes. Face au réformisme de la politique socialiste et à l'aventurisme de la propagande par le fait qui caractérisa une période concrète de l'anarchisme, la question de l'autonomie ouvrière, c'est-à-dire, du mouvement indépendant des travailleurs, se posa à nouveau. C'est ainsi que surgit le syndicalisme révolutionnaire, théorie qui défendait l'autoorganisation ouvrière à travers les syndicats, libres de toute tutelle idéologique ou politique. Moyennant la tactique de la grève générale, les syndicats révolutionnaires aspiraient à être des organes insurrectionnels et d'émancipation sociale. D'un autre coté, les révolutions russes et allemandes érigèrent un système d'autogouvernement ouvrier, les conseils d'ouvriers et de soldats. Aussi bien les syndicats que les conseils étaient des organismes unitaires de classe, mais les premiers étaient plus appropriés à la défense et les seconds à l'attaque, quoique les uns et les autres exercèrent les deux fonctions. Tous deux connurent leurs limites historiques et tous deux succombèrent à la bureaucratisation et à la récupération. La question de l'autonomie toucha aussi les modes d'expropriation de la bourgeoisie dans la période révolutionnaire. En 1920, le marxiste conseilliste Karl Korsch désignait l' « autonomie industrielle » comme une forme supérieure de socialisation qui correspondrait plus ou moins à la « collectivisation » anarcho-syndicaliste et à ce qu'on appela l'« autogestion » dans les années soixante.

La pensée bourgeoise, elle aussi, eut recours au concept. Kant parlait d'autonomie se référant à l'individu conscient. L'« Autonome » était le bourgeois idéalisé, comme l'est aujourd'hui l'homme de Cas-

toriadis. Cet idéologue gélatineux appelle « autonome » (comme les dictionnaires) le citoyen responsable d'une société capable de se doter de ses propres lois. En outre, les mots « autonomie » ou « autonome » peuvent sortir de la bouche d'un citoyenniste ou d'un nationaliste, peuvent être prononcés par un universitaire negriste ou par un squatteur… Ils définissent donc des réalités différentes et correspondent à des concepts distincts. Les Comandos Autónomos Anticapitalistas se dénommèrent ainsi en 1976 pour souligner leur caractère non hiérarchique et leurs distances d'avec ETA, mais dans d'autres milieux, « autonome » est celui qui refuse de s'appeler anarchiste pour éviter le réductionnisme qu'implique cette étiquette, et « autonome » est encore l'enthousiaste Hakim Bey ou l'adhérent à une mode italienne dont il existe des versions différentes et très changeantes, dont la pire de toutes fut inventée par le professeur Negri en 1977 quand il était léniniste créatif… Cependant, l'autonomie ouvrière a une signification non équivoque qui se manifeste durant une période concrète de l'histoire : elle apparaît comme telle dans la péninsule ibérique au début des années soixante en tant que conclusion fondamentale de la lutte des classes de la décade antérieure.

Les années préautonomiques

Ce n'est pas par hasard que les ouvriers, quand ils commençaient à radicaliser leur mouvement, revendiquaient leur « autonomie », c'est-à-dire, l'indépendance par rapport à des représentations extérieures, qu'il s'agisse de la bureaucratie verticale de l'État, des partis d'opposition ou des groupes syndicaux clandestins. En effet, pour eux c'est de ça qu'il était question : d'agir ensemble, de s'occuper directement de leurs affaires selon leurs propres normes, de prendre leurs propres décisions et de définir leur stratégie et leur tactique de lutte : en somme, de se constituer comme classe révolutionnaire. Le mouvement ouvrier moderne, c'est-à-dire, celui qui est apparu après la Guerre Civile, com-

mença dans les années soixante, une fois épuisé celui que représentaient les centrales CNT et UGT. Il fut formé majoritairement par des ouvriers d'extraction paysanne, émigrés en ville et logés dans des quartiers périphériques d'« habitations à bon marché », HLM et bidonvilles. À partir de 1958, début du premier Plan de développement franquiste, l'industrie et les services connurent une forte expansion qui se traduisit par une offre d'emploi généralisée. Les zones rurales se dépeuplèrent et l'agriculture traditionnelle disparut ; dans les centres urbains, des quartiers ouvriers modernes apparurent. Les conditions d'exploitation de la population ouvrière d'alors – bas salaires, horaires prolongés, mauvais logements, lieux de travail éloignés, infrastructures déficientes, analphabétisme, habitudes de servitude – faisaient d'elle une classe abandonnée et marginale qui put néanmoins faire son chemin et défendre bec et ongles sa dignité. La protestation se faufila dans les églises et dans les brèches du Syndicat vertical qui se révélèrent bientôt étroites et sans issues. À Madrid, à Vizcaya, en Asturies, à Barcelone et ailleurs, les ouvriers accompagnés de leurs représentants élus conformément à la loi sur les jurés, commencèrent à se réunir en assemblées pour traiter des questions du travail, établissant un réseau informel de contacts qui fut à l'origine des premières « Commissions Ouvrières ». Ces commissions se mouvaient dans le cadre de la légalité, quoique, étant donné ses limites, elles le débordaient fréquemment ou l'enfreignaient si nécessaire. La structure informelle des Commissions Ouvrières, leur autolimitation revendicative et leur couverture catholico-verticale, durant une époque intensément répressive, furent efficaces dans un premier temps ; à l'ombre de la loi des conventions collectives, les Commissions menèrent à bien d'importantes grèves, qui générèrent une nouvelle conscience de classe. À mesure que cette conscience gagnait en solidité, la lutte ouvrière était envisagée non plus seulement contre le patron, mais contre le Capital et l'État incarné par la dictature de Franco. L'objectif final de la lutte n'était autre que le « socialisme », à

savoir, l'appropriation des moyens de production par les travailleurs eux-mêmes. Après Mai 68, on commença à parler d'« autogestion ». Les Commissions Ouvrières devaient assumer cet objectif et radicaliser leurs méthodes en s'ouvrant à tous les travailleurs. Le régime franquiste se rendit bientôt compte du danger et les réprima ; les partis comptant des militants ouvriers – le PCE et le FLP[1] – démontrèrent bientôt leur utilité d'instrument politique et les récupérèrent.

L'unique possibilité de syndicalisme était celle offerte par le régime, c'est pourquoi le PCE et ses alliés catholiques profitèrent de l'occasion en construisant un syndicat à l'intérieur d'un autre, officiel. La montée de l'influence du PCE à partir de 1968 établit le réformisme et conjura la radicalisation des Commissions. Les conséquences auraient pu être graves si l'incrustation du PCE n'avait été relative : d'un coté la représentation ouvrière se séparait des assemblées et échappait au contrôle de la base. Le rôle principal revint exclusivement aux soi-disant leaders. D'un autre coté, le mouvement ouvrier s'en tenait à une pratique légaliste, évitant autant que possible le recours à la grève, employée uniquement comme démonstration de force des dirigeants. La lutte ouvrière perdait le caractère anticapitaliste qu'elle avait récemment acquis. Finalement, comme l'orientation du mouvement était sous la tutelle des communistes, la lutte se dépolitisait. Les objectifs politiques cessaient d'être ceux du « socialisme » pour devenir ceux de la démocratie bourgeoise. Le coup était clair ; les « Commissions Ouvrières » s'érigeaient en interlocuteurs uniques du patronat dans les négociations, au mépris des travailleurs. Ce prétendu dialogue syndical n'était que le reflet du dialogue politico-institutionnel recherché par le PCE. Le réformisme stalinien ne triompha pas mais provoqua la division du mouvement ouvrier, entraînant la fraction la plus modérée et portée à l'embourgeoisement ; cependant, la conscience de classe

[1] Parti Communiste Espagnol et Front de Libération Populaire. (NdT)

s'était développée suffisamment pour que les secteurs ouvriers les plus avancés défendent tout d'abord à l'intérieur, et ensuite à l'extérieur des Commissions, des tactiques plus appropriées, donnant lieu à des organisations de base plus combatives appelées selon les endroits « commissions autonomes d'usine », « plateformes de commissions », « comités ouvriers » ou « groupes ouvriers autonomes ». Pour la première fois le mot « autonome » apparaissait dans la région de Barcelone pour souligner l'indépendance d'un groupe partisan de la démocratie directe des travailleurs face aux partis et à toute organisation avant-gardiste. En outre, les lacunes d'une loi ayant permis la création d'associations de riverains, la lutte se déplaça aux quartiers et entra dans la sphère de la vie quotidienne. De la même manière, dans les quartiers des faubourgs et les villages, l'alternative se posa entre rester dans le cadre institutionnel des associations ou organiser des comités de quartiers et aller à l'assemblée de quartier comme organe représentatif.

Le moment de l'autonomie

La résistance du régime franquiste à toute velléité réformiste fit que les grèves à partir de celle du secteur de la construction à Grenade, en 1969, furent toujours sauvages et dures, dans l'impossibilité de se dérouler dans la légalité où voulaient les maintenir les staliniens. Les ouvriers anticapitalistes comprenaient, qu'au lieu de s'entasser aux portes de la CNS[2] en attendant les résultats des démarches des représentants légaux, il fallait tenir des assemblées dans les usines mêmes, sur le chantier ou dans le quartier, et élire là leurs délégués, qui ne devaient pas être permanents, mais révocables à tout moment. Ne serait-ce que pour résister à la répression, un délégué devait durer entre deux assemblées, et un comité de grève, le temps d'une grève. L'assemblée était souveraine parce

[2] Centrale Nationale de Syndicats (Central Naciónal de Sindicatos), le syndicat vertical franquiste. (NdT)

qu'elle représentait tous les travailleurs. La vieille tactique d'obliger le patron à négocier avec des délégués d'assemblées « illégaux », en étendant la lutte à toute la branche productive ou en transformant la grève en une grève générale grâce aux « piquets », c'est-à-dire, l'« action directe », faisait de plus en plus d'adeptes. Avec la solidarité, la conscience de classe progressait, tandis que les manifestations confirmaient ce progrès de plus en plus scandaleux. Les ouvriers n'avaient plus peur de la répression et l'affrontaient dans la rue. Chaque manifestation était non seulement une protestation contre le patronat, mais, prenant la forme d'une altération de l'ordre public, c'était une remise en cause politique de l'État, de son pouvoir et de son autorité. Maintenant, le prolétariat s'il voulait avancer, devait se séparer de tous ceux qui parlaient en son nom – qui avec l'apparition des groupes et partis à la gauche du PCE étaient légion – et cherchaient à le contrôler. Il devait « s'auto-organiser », à savoir, « conquérir son autonomie », comme on disait en Mai 68 et rejeter les prétentions dirigeantes que s'attribuaient le PCE et le reste des organisations léninistes. On commença alors à parler de l'« autonomie prolétaire », de « luttes autonomes », en entendant par là les luttes réalisées en marge des partis et syndicats, et celles de « groupes autonomes », des groupes de travailleurs révolutionnaires menant une activité pratique autonome au sein de la classe ouvrière dont l'objectif évident était de contribuer à sa « prise de conscience ». Mises à part les distances historiques et idéologiques, les groupes autonomes ne pouvaient que ressembler aux groupes d'« affinité » de l'ancienne FAI, celle d'avant 1937. Sauf que les « syndicats uniques » dans lesquels ceux-ci agissaient alors n'étaient ni possibles, ni désirables.

Au début des années soixante-dix, le processus d'industrialisation entrepris par les technocrates franquistes s'acheva avec pour résultat non désiré la cristallisation d'une nouvelle classe ouvrière de plus en plus convaincue de ses possibilités historiques et disposée à se battre. Sa peur du prolétariat poussait le régime franquiste à l'autoritarisme

perpétuel contre lequel conspiraient même les nouvelles valeurs bourgeoises et religieuses. La mort du dictateur relâcha la répression juste assez pour que se déclenche un processus imparable de grèves dans tout le pays. Le réformisme syndical stalinien fut complètement débordé. Les assemblées tenues continuellement dans le but de résoudre les problèmes réels des travailleurs dans l'entreprise, le quartier et même chez eux en accord avec leurs intérêts de classe les plus élémentaires, n'avaient devant elles aucun appareil bureaucratique qui les freine. Les délégués de Commissions et les responsables communistes n'étaient tolérés que dans la mesure où ils ne gênaient pas, se voyant obligés à fomenter les assemblées s'ils voulaient exercer le moindre contrôle. Les masses travailleuses commençaient à être conscientes de leur rôle de sujet principal dans le déroulement des événements et rejetaient une réglementation politico-syndicale des problèmes qui concernaient leur vie réelle. En 1976, les idées d'auto-organisation, d'autogestion généralisée et de révolution sociale pouvaient facilement revêtir une expression de masses immédiate. Aussi, les voies qui conduisaient à celles-ci restaient ouvertes. La dynamique sociale des assemblées poussait les ouvriers à prendre en main toutes les affaires qui les concernaient, en commençant par celle de l'autonomie. De nombreux conseils d'usines se constituèrent, connectés aux quartiers. Ce mode d'action autonome qui poussait les masses à sortir du milieu du travail et à fouler des terres qui paraissaient jusqu'alors étrangères dût causer une véritable panique dans la classe dominante, étant donné qu'elle mitrailla les ouvriers à Vitoria, liquida le processus de réforme continuiste du franquisme, supprima le syndicat vertical avec les Commissions à l'intérieur et légalisa les partis et syndicats. Le Pacte de La Moncloa de tous les partis et syndicats fut un pacte contre les assemblées. Nous ne nous attarderons pas à narrer les péripéties du mouvement assembléaire, ni à compter le nombre d'ouvriers tombés ; il suffit d'affirmer que le mouvement fut vaincu en 1978 après trois années d'âpres combats. Le statut des tra-

vailleurs promulgué par le nouveau régime « démocratique » en 1980 condamna légalement les assemblées. Les élections syndicales fournirent un contingent de professionnels de la représentation qui avec l'aide d'assembléistes accommodants se saisirent de la direction des luttes. Cela ne veut pas dire que les assemblées disparurent, ce qui disparut réellement ce fut leur indépendance et leur capacité défensive, et cet égarement fut suivit d'une dégradation irréversible de la conscience de classe que même la résistance à la restructuration économique des années quatre-vingt ne put arrêter.

Autonomie et conseils ouvriers

La théorie qui pouvait servir le mieux l'autonomie ouvrière n'était pas l'anarcho-syndicalisme mais la théorie conseilliste. En effet, la formation de « syndicats uniques » correspondait à une phase complètement dépassée du capitalisme espagnol dans laquelle prédominait la petite entreprise et où une majorité paysanne subsistait en marge. Le capitalisme espagnol était alors en expansion et le syndicat était un organisme prolétaire éminemment défensif. Ceux qui connaissent l'histoire préalable à la guerre civile savent les problèmes que causa la mentalité syndicale lorsque les ouvriers eurent à se défendre contre le terrorisme patronal en 1920-24, ou quand ils durent résister aux organismes étatiques corporatifs que la dictature de Primo de Rivera voulut implanter ; et aussi durant la période 1931-33, quand les ouvriers essayèrent de passer à l'offensive par des insurrections. Organiser des syndicats, même « uniques », en 1976 avec un capitalisme développé et en crise, signifiait intégrer les travailleurs dans un marché du travail à la baisse. Prolonger la tache des Commissions Ouvrières dans le franquisme. Le syndicalisme, même s'il s'appelait révolutionnaire, n'avait pas d'autre option que d'agir comme tendance minoritaire dans le capitalisme sur la défensive. L'« action directe », la « démocratie directe » n'étaient plus possibles

à l'ombre des syndicats. Les conditions modernes de lutte exigeaient une autre forme d'organisation en accord avec les temps nouveaux parce que, face à une offensive capitaliste paralysée, le prolétariat devait passer à l'attaque. Les assemblées, les piquets et les comités de grève étaient les organes unitaires adéquats. Ce qui leur manquait pour arriver aux Conseils Ouvriers, c'était une coordination plus grande et plus stable et la conscience de ce qu'ils étaient en train de faire. Ce fut atteint à certains moments, comme à Vitoria, à Elche, à Gavá... mais ce ne fut pas suffisant. Dans quelle mesure la théorie conseilliste, en tant qu'expression théorique la plus réelle du mouvement ouvrier, servit-elle en lui indiquant le chemin à ce que « la classe appelée à l'action » prenne conscience de la nature de son projet ? Très petitement. La théorie des Conseils eut beaucoup plus de pratiquants inconscients que de partisans. Les assemblées et les comités représentatifs étaient des organes spontanés de lutte encore sans pleine conscience d'être en même temps des organes effectifs de pouvoir ouvrier. Avec l'extension des grèves, les fonctions des assemblées s'étendaient et touchaient des questions en dehors du travail. Le pouvoir des assemblées affectait toutes les institutions du Capital et de l'État, y compris les partis et syndicats, qui travaillaient conjointement à le désactiver. Il semble que les seuls à ne pas s'en rendre compte furent les ouvriers eux-mêmes. Le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux assemblées » signifiait soit aucun pouvoir aux partis, aux syndicats et à l'État, ou il ne signifiait rien. Ne se posant pas sérieusement les questions que son propre pouvoir soulevait, l'offensive ouvrière n'arrivait pas à se réaliser. Les travailleurs pouvaient à moindre effort renoncer à leur antisyndicalisme primaire et se servir des intermédiaires habituels entre Capital et Travail, les syndicats. En l'absence de perspectives révolutionnaires, les assemblées finissaient par être inutiles et ennuyeuses, et les Conseils Ouvriers non viables. Le système de Conseils ne fonctionne que comme forme de lutte

d'une classe ouvrière révolutionnaire, et en 1978 la classe tournait le dos à une deuxième révolution.

Les mauvaises autonomies

Une énorme erreur stratégique qui contribua assurément à la défaite fut la décision de la plupart des activistes autonomes des usines et des quartiers de participer à la reconstruction de la CNT avec la naïve conviction de créer une structure permettant d'agglutiner tous les anti-autoritaires. Une grande quantité de travail collectif de coordination s'évapora. L'expérience se révéla très rapidement être un échec mais le prix payé en termes de démobilisation fut élevé. La CNT tenta de syndicaliser l'assembléisme ouvrier de différentes manières selon les fractions dont il s'agissait, contribuant ainsi à son asphyxie. L'ouvriérisme obtus apporta lui aussi son grain de sel à cette défaite. Il se manifesta dans la tendance « pour l'autonomie de classe », en faveur de la collaboration avec les syndicats et pour acculer les assemblées sur le terrain syndical des revendications partielles séparées. Le dernier cri de cette ligne militante fut l'autogestion de la misère (transformation d'usines en faillite en coopératives, candidatures électorales « autonomes », représentation « mixte » assemblée-syndicat, langage conciliateur, tolérance envers la religion, etc.). Il est propre aux temps où les révolutionnaires ont raison que les plus grands ennemis du prolétariat se présentent comme partisans des assemblées pour mieux les saboter. Ce fut le cas de douzaines de groupuscules et « mouvements » pseudo autonomes et pseudo conseillistes qui aspiraient à jouer le rôle de médiateurs entre les ouvriers des assemblées et les syndicats. Cependant, l'autonomie « à l'italienne » eut peu d'influence car son importation comme idéologie léninistoïde arriva à la fin de la période assembléaire et l'intoxication eut lieu *post festum*. En réalité, ce qu'on importa ne furent pas les pratiques du mouvement de 1977 dans plusieurs villes italiennes baptisé Autonomia Operaia, mais la partie la plus retardataire

et spectaculaire de cette « autonomie », celle qui correspondait à la décomposition du bolchevisme milanais – Potere Operaio – et particulièrement les masturbations littéraires de ceux qui furent désignés par la presse comme les leaders, à savoir, Negri, Piperno, Scalzone… En résumé, très peu de groupes furent conséquents dans la défense active de l'autonomie ouvrière mis à part les Travailleurs pour l'Autonomie Prolétaire (conseillistes libertaires), quelques collectifs d'usine (par exemple, ceux de FASA-Renault, ceux de Roca radiateurs, les arrimeurs du port de Barcelone…) et les Groupes Autonomes. Attardons-nous sur ces derniers.

L'autonomie armée

L'organisation « 1000 » ou « MIL » (Mouvement Ibérique de Libération) pionnière à bien des égards, se dénomma elle-même « Groupes Autonomes de Combats » (GAC) en 1972. La lutte armée débuta dans l'intention de soutenir la classe ouvrière pour la radicaliser, et non pas pour s'y substituer. C'est aussi en ce sens que se considérèrent « autonomes » les groupes qui se coordonnèrent en 1974 pour soutenir et libérer les prisonniers du MIL – que la police dénomma OLLA – ainsi que les groupes qui continuèrent en 1976, et après un débat dans la prison de Ségovie adoptèrent le nom de « Groupes Autonomes » ou GGAA (en 1979). Sans vouloir donner de leçon après coup, nous ferons cependant remarquer que le fait de se considérer comme une partie de l'embryon de la future « armée de la révolution » ou comme la « fraction armée du prolétariat révolutionnaire » était quelque chose non seulement de critiquable, mais aussi de faux en soi. Tous les groupes, qu'ils pratiquent ou non la lutte armée, étaient des groupes séparés qui ne représentaient personne d'autre qu'eux-mêmes, c'est ce que signifie réellement être « autonomes ». Une autonomie qui, soit dit en passant, devait être mise en doute puisqu'il existait au sein du MIL une spécialisation des tâches qui divisait ses membres en théoriciens et activistes. Le prolétariat se

représente lui-même comme classe à travers ses propres organes. Et il ne s'arme jamais que quand cela lui est nécessaire, quand il se dispose à détruire l'État. Par contre, ce n'est alors pas une fraction qui s'arme mais toute la classe, formant ses milices, « le prolétariat en armes ». L'existence de groupes armés, y compris au service des grèves sauvages, n'apportait rien à l'autonomie de la lutte dans la mesure où il s'agissait de gens en marge de la décision collective et hors du contrôle des assemblées. Ils constituaient un pouvoir séparé et, plutôt qu'une aide, un danger s'ils étaient infiltrés par quelque indicateur ou provocateur. Dans la phase où en était la lutte, les piquets étaient suffisants. L'identification entre lutte armée et radicalisation était abusive. La pratique la plus radicale de la lutte des classes n'était pas les expropriations ou les pétards dans les entreprises ou les bureaux d'organismes officiels. Ce qui était réellement radical, c'était ce qui aidait le prolétariat à passer à l'offensive : la généralisation de l'insubordination contre toute hiérarchie, le sabotage de la production et de la consommation capitaliste, les grèves sauvages, les délégués révocables, la coordination des luttes, leur autodéfense, la création de moyens d'information spécifiquement ouvriers, le rejet du nationalisme et du syndicalisme, les occupations d'usines et de bâtiments publiques, les barricades... La contribution des groupes mentionnés à l'autonomie du prolétariat était limitée par leur position volontariste dans la question des armes.

Dans le cas particulier des Groupes Autonomes, il est certain qu'ils désiraient se placer à l'intérieur des masses et qu'ils recherchaient leur radicalisation maximale, mais les conditions de clandestinité qu'imposait la lutte armée les éloignaient de celles-ci. Ils étaient pleinement lucides quant à ce qui pouvait servir à l'extension de la lutte des classes, c'est-à-dire, quant à l'autonomie prolétaire. Ils connaissaient l'héritage de Mai 68 et condamnaient toute idéologie comme élément de séparation, y compris l'idéologie de l'autonomie, puisque dans les périodes ascendantes les ennemis de l'autonomie sont les premiers à se déclarer

pour l'autonomie. D'après un de leurs communiqués, l'autonomie du groupe était simplement « une pratique commune fondée sur un accord minimum pour passer à l'action, mais aussi une théorie autonome correspondant à notre manière de vivre, de lutter, et à nos besoins concrets ». Ils en arrivèrent au point de s'enlever le « L » de libertaires[3] pour éviter d'être étiquetés et de tomber dans l'opposition spectaculaire anarchisme-marxisme. Ainsi que pour ne pas être récupérés en tant qu'anarchistes par la CNT, une organisation qu'ils considéraient, parce quelle était syndicale, comme bureaucratique, intégratrice et favorable à l'existence du travail salarié et par conséquent, du capital. Ils n'avaient pas vocation à la permanence comme les partis parce qu'ils rejetaient le pouvoir ; tout groupe réellement autonome s'organisait pour des tâches concrètes et se dissolvait quand ces tâches s'achevaient. La répression mit brutalement fin à leur existence mais leur pratique s'avère exemplaire, tant par ses succès que par ses erreurs, et par conséquent, pédagogique.

La technique autonome

Il y a un abîme entre les milieux prolétariens des années soixante et soixante-dix et le monde technicisé et globalisé. Nous vivons une réalité historique radicalement différente créée sur les ruines de l'antérieure. Le mouvement ouvrier s'est volatilisé, et pour cela parler d'« autonomie », ibérique ou non, n'a pas de sens si nous essayons par là de nous rallier à une figure inexistante du prolétariat et d'édifier sur celle-ci un programme d'action fantasmagorique, basé sur une idéologie faite

[3] En 1978, suite à une série d'arrestations à Madrid, Barcelone et Valence de personnes accusées de braquages, d'attentats et de détention d'armes et d'explosifs, la police créa pour l'occasion le nom de Groupes Autonomes Libertaires (GAL). Ces prisonniers reprirent ensuite ce nom à leur compte avant de le transformer en 79 en Groupes Autonomes (GA). (NdT)

de bribes d'autres. Dans le pire des cas, cela signifierait la résurrection du cadavre léniniste et de l'idée d'« avant-garde », ce qu'il y a de plus contraire à l'autonomie. Il ne s'agit pas non plus de se distraire dans le cyber-espace, ni dans le « mouvement des mouvements », en exigeant la démocratisation de l'ordre établi moyennant la participation à ses institutions des prétendus représentants de la société civile. Il n'y a pas de société civile ; cette « société » se trouve divisée en ses composants de base, les individus, et ceux-ci ne sont plus seulement séparés des résultats et des produits de leur activité, mais les uns des autres. Toute la liberté que la société capitaliste puisse offrir repose non pas sur l'association entre individus autonomes mais sur leur séparation et dépossession la plus complète, de façon à ce qu'un individu ne découvre pas chez un autre un soutien à sa liberté mais un concurrent et un obstacle. Cette séparation finit par être consommée par la technique digitale en tant que communication virtuelle. Les individus dépendent alors absolument des moyens techniques pour se mettre en rapport. Cependant, ce qu'ils obtiennent n'est pas un contact réel mais une relation étherée. À la limite, les individus accros aux appareils sont incapables d'avoir des rapports directs avec leurs semblables. Les technologies de l'information et de la communication ont mené à bien le vieux projet bourgeois de la séparation totale des individus entre eux. Elles ont alors créé l'illusion d'une autonomie individuelle grâce au fonctionnement en réseau qu'elles ont permis. D'un côté, elles créent un individu totalement dépendant des machines, et par conséquent, parfaitement contrôlable ; d'un autre elles imposent les conditions dans lesquelles se déroule toute activité sociale, dont elles marquent les rythmes, et exigent une adaptation permanente aux changements. Ce n'est donc pas l'individu mais la technique qui a conquis l'autonomie. Malgré tout, si l'autonomie individuelle est impossible dans les conditions actuelles, la lutte pour l'autonomie ne l'est pas, même si elle ne devra pas se réduire à un décrochage du mode de survie capitaliste techniquement

équipé. Refuser de travailler, de consommer, d'utiliser des appareils, de rouler dans un véhicule privé, de vivre dans des villes, etc., constitue en soi un vaste programme, mais la survie sous le capitalisme impose ses règles. L'autonomie personnelle n'est pas la simple autosuffisance dont le prix est l'isolement et la marginalisation auxquels on échappe grâce à la téléphonie mobile et au courrier électronique. La lutte contre ces règles et contraintes est aujourd'hui le B.A.-BA de l'autonomie individuelle et elle a devant elle beaucoup de voies, toutes légitimes. Le sabotage sera complémentaire de l'apprentissage d'un métier éteint ou de la pratique du troc. Ce qui définit l'autonomie de quelqu'un par rapport au Pouvoir dominant, c'est sa capacité de défense face à celui-ci. Quant à l'action collective, les mouvements conscients de masses sont aujourd'hui impossibles, parce qu'il n'y a pas de conscience de classe. Les masses sont exactement le contraire des classes. En l'absence de classe ouvrière, il est absurde de parler d'« autonomie ouvrière », mais pas de parler de groupes autonomes. Les conditions actuelles ne sont pas si désastreuses qu'elles ne permettent plus l'organisation de groupes en vue d'actions défensives concrètes. L'avancée du capitalisme spectaculaire s'effectue toujours comme une agression, à laquelle il faut répondre là où c'est possible : contre le TGV, les parcs éoliens, les incinérateurs, les terrains de golf, les plans hydrologiques, les ports de plaisance, les autoroutes, les lignes à haute tension, les résidences secondaires, les pistes de ski, les centres commerciaux, la spéculation immobilière, le précarité, les produits transgéniques… Il s'agit d'établir des lignes de résistance à partir desquelles reconstruire un milieu réfractaire au capital dans lequel se cristallise à nouveau la conscience révolutionnaire. Si le monde n'est pas prêt pour de grandes stratégies, il l'est par contre pour des actions de guérilla, et la formule organisative la plus opportune c'est les groupes autonomes. Voilà l'autonomie qui nous intéresse.

QUELQUES AUTRES PUBLICATIONS

Vous pouvez commander ces publications à travers Typemachine:

postbus 30, 9000 Gent 1, Belgique
ou typemachine@no-log.org

EN FRANÇAIS

• **A couteaux tirés avec l'Existant, ces défenseurs et ses faux critiques et autres textes** - Livre, 2007 (en collaboration avec Mutines Séditions)

• **COPEL, tunnels et autres apports de groupes autonomes** - Brochure, 2007

EN NÉERLANDAIS

• **Gewapende Vreugde,** *Alfredo M. Bonanno* - Brochure, 2004

• **Revolutionaire Anti-Racistische Actie: communiqués** - Brochure, 2004

• **De Angry Brigade: communiqués en chronologie.** - Brochure, 2005

• **De één mei-groep: communiqués en chronologie** - Brochure, 2005

• **Vernietig het werk, vernietig de economie,** *Alfredo M. Bonanno* - Brochure, 2005

• **Met getrokken dolken tegenover het bestaande, haar verdedigers en haar valse critici** - Brochure, deuxième édition 2006

• **COPEL, tunnels en andere bijdrages van autonome groepen** - Brochure, 2007

• **Wij waren rebellen, wij waren bandieten,** *Belgrado Pedrini* - Livre, 2007

• **Het feest is voorbij. Lille 2004: ontwapening en pacificatie van een stad** - Livre, 2007

• **Revolutionaire Solidariteit,** *Alfredo M. Bonanno, Aldo Perego, Daniela Carmegiani en Pierleone Porcu* - Brochure, 2008

• **De anarchistische spanning,** *Alfredo M. Bonanno* - Brochure, 2008